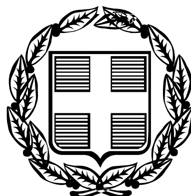


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 274**

22 Δεκεμβρίου 2006

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘΜ. 3520

Κύρωση της Σύμβασης για την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση για την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων, που υιοθετήθηκε από την 33η Συνεδρίαση της Γενικής Διάσκεψης του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πολιτισμό, το κείμενο της οποίας σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES

Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 3 au 21 octobre 2005 pour sa 33e session,

Affirmant que la diversité culturelle est une caractéristique inhérente à l'humanité,

Consciente que la diversité culturelle constitue un patrimoine commun de l'humanité et qu'elle devrait être célébrée et préservée au profit de tous,

Sachant que la diversité culturelle crée un monde riche et varié qui élargit les choix possibles, nourrit les capacités et les valeurs humaines, et qu'elle est donc un ressort fondamental du développement durable des communautés, des peuples et des nations,

Rappelant que la diversité culturelle, qui s'épanouit dans un cadre de démocratie, de tolérance, de justice sociale et de respect mutuel entre les peuples et les cultures, est indispensable à la paix et à la sécurité aux plans local, national et international,

Célébrant l'importance de la diversité culturelle pour la pleine réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments universellement reconnus,

Soulignant la nécessité d'intégrer la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques nationales et internationales de développement, ainsi que dans la coopération internationale pour le développement, en tenant également compte de la Déclaration du Millénaire de l'ONU (2000) qui met l'accent sur l'éradication de la pauvreté,

Considérant que la culture prend diverses formes dans le temps et dans l'espace et que cette diversité s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités ainsi que dans les expressions culturelles des peuples et des sociétés qui constituent l'humanité,

Reconnaissant l'importance des savoirs traditionnels en tant que source de richesse immatérielle et matérielle, et en particulier des systèmes de connaissance des peuples autochtones, et leur contribution positive au développement durable, ainsi que la nécessité d'assurer leur protection et promotion de façon adéquate,

Reconnaissant la nécessité de prendre des mesures pour protéger la diversité des expressions culturelles, y compris de leurs contenus, en particulier dans des situations où les expressions culturelles peuvent être menacées d'extinction ou de graves altérations,

Soulignant l'importance de la culture pour la cohésion sociale en général, et en particulier sa contribution à l'amélioration du statut et du rôle des femmes dans la société,

Consciente que la diversité culturelle est renforcée par la libre circulation des idées, et qu'elle se nourrit d'échanges constants et d'interactions entre les cultures,

Réaffirmant que la liberté de pensée, d'expression et d'information, ainsi que la diversité des médias, permettent l'épanouissement des expressions culturelles au sein des sociétés,

Reconnaissant que la diversité des expressions culturelles, y compris des expressions culturelles traditionnelles, est un facteur important qui permet aux individus et aux peuples d'exprimer et de partager avec d'autres leurs idées et leurs valeurs,

Rappelant que la diversité linguistique est un élément fondamental de la diversité culturelle, et *réaffirmant* le rôle fondamental que joue l'éducation dans la protection et la promotion des expressions culturelles,

Considérant l'importance de la vitalité des cultures pour tous, y compris pour les personnes appartenant aux minorités et pour les peuples autochtones, telle qu'elle se manifeste par leur liberté de créer, diffuser et distribuer leurs expressions culturelles traditionnelles et d'y avoir accès de manière à favoriser leur propre développement,

Soulignant le rôle essentiel de l'interaction et de la créativité culturelles, qui nourrissent et renouvellent les expressions culturelles, et renforcent le rôle de ceux qui œuvrent au développement de la culture pour le progrès de la société dans son ensemble,

Reconnaissant l'importance des droits de propriété intellectuelle pour soutenir les personnes qui participent à la créativité culturelle,

Convaincue que les activités, biens et services culturels ont une double nature, économique et culturelle, parce qu'ils sont porteurs d'identités, de valeurs et de sens et qu'ils ne doivent donc pas être traités comme ayant exclusivement une valeur commerciale,

Constatant que les processus de mondialisation, facilités par l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication, s'ils créent les conditions inédites d'une interaction renforcée entre les cultures, représentent aussi un défi pour la diversité culturelle, notamment au regard des risques de déséquilibres entre pays riches et pays pauvres,

Consciente du mandat spécifique confié à l'UNESCO d'assurer le respect de la diversité des cultures et de recommander les accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées par le mot et par l'image,

Se référant aux dispositions des instruments internationaux adoptés par l'UNESCO ayant trait à la diversité culturelle et à l'exercice des droits culturels, et en particulier à la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de 2001,

Adopte, le 20 octobre 2005, la présente Convention.

I. Objectifs et principes directeurs

Article premier - Objectifs

Les objectifs de la présente Convention sont :

(a) de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;

(b) de créer les conditions permettant aux cultures de s'épanouir et interagir librement de manière à s'enrichir mutuellement ;

(c) d'encourager le dialogue entre les cultures afin d'assurer des échanges culturels plus intenses et équilibrés dans le monde en faveur du respect interculturel et d'une culture de la paix ;

(d) de stimuler l'interculturalité afin de développer l'interaction culturelle dans l'esprit de bâtir des passerelles entre les peuples ;

(e) de promouvoir le respect de la diversité des expressions culturelles et la prise de conscience de sa valeur aux niveaux local, national et international ;

(f) de réaffirmer l'importance du lien entre culture et développement pour tous les pays, en particulier les pays en développement, et d'encourager les actions menées aux plans national et international pour que soit reconnue la véritable valeur de ce lien ;

(g) de reconnaître la nature spécifique des activités, biens et services culturels en tant que porteurs d'identité, de valeurs et de sens ;

(h) de réaffirmer le droit souverain des États de conserver, d'adopter et de mettre en œuvre les politiques et mesures qu'ils jugent appropriées pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles sur leur territoire ;

(i) de renforcer la coopération et la solidarité internationales dans un esprit de partenariat afin, notamment, d'accroître les capacités des pays en développement de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles.

Article 2 - Principes directeurs

1. **Principe du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

La diversité culturelle ne peut être protégée et promue que si les droits de l'homme et les libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, d'information et de communication, ainsi que la possibilité pour les individus de choisir les expressions culturelles, sont garantis. Nul ne peut invoquer les dispositions de la présente Convention pour porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales tels que consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme ou garantis par le droit international, ou pour en limiter la portée.

2. **Principe de souveraineté**

Les États ont, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, le droit souverain d'adopter des mesures et des politiques pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur leur territoire.

3. **Principe de l'égale dignité et du respect de toutes les cultures**

La protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles impliquent la reconnaissance de l'égale dignité et du respect de toutes les cultures, y compris celles des personnes appartenant aux minorités et celles des peuples autochtones.

4. **Principe de solidarité et de coopération internationales**

La coopération et la solidarité internationales devraient permettre à tous les pays, particulièrement aux pays en développement, de créer et renforcer les moyens nécessaires à leur expression culturelle, y compris leurs industries culturelles, qu'elles soient naissantes ou établies, aux niveaux local, national et international.

5. **Principe de la complémentarité des aspects économiques et culturels du développement**

La culture étant un des ressorts fondamentaux du développement, les aspects culturels du développement sont aussi importants que ses aspects économiques, et les individus et les peuples ont le droit fondamental d'y participer et d'en jouir.

6. **Principe de développement durable**

La diversité culturelle est une grande richesse pour les individus et les sociétés. La protection, la promotion et le maintien de la diversité culturelle sont une condition essentielle pour un développement durable au bénéfice des générations présentes et futures.

7. **Principe d'accès équitable**

L'accès équitable à une gamme riche et diversifiée d'expressions culturelles provenant du monde entier et l'accès des cultures aux moyens d'expression et de diffusion constituent des éléments importants pour mettre en valeur la diversité culturelle et encourager la compréhension mutuelle.

8. **Principe d'ouverture et d'équilibre**

Quand les États adoptent des mesures pour favoriser la diversité des expressions culturelles, ils devraient veiller à promouvoir, de façon appropriée, l'ouverture aux autres cultures du monde et à s'assurer que ces mesures sont conformes aux objectifs poursuivis par la présente Convention.

II. Champ d'application

Article 3 - Champ d'application

La présente Convention s'applique aux politiques et aux mesures adoptées par les Parties relatives à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

III. Définitions

Article 4 - Définitions

Aux fins de la présente Convention, il est entendu que :

1. **Diversité culturelle**

« Diversité culturelle » renvoie à la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression. Ces expressions se transmettent au sein des groupes et des sociétés et entre eux.

La diversité culturelle se manifeste non seulement dans les formes variées à travers lesquelles le patrimoine culturel de l'humanité est exprimé, enrichi et transmis grâce à la variété des expressions culturelles, mais aussi à travers divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles, quels que soient les moyens et les technologies utilisés.

2. **Contenu culturel**

« Contenu culturel » renvoie au sens symbolique, à la dimension artistique et aux valeurs culturelles qui ont pour origine ou expriment des identités culturelles.

3. **Expressions culturelles**

« Expressions culturelles » sont les expressions qui résultent de la créativité des individus, des groupes et des sociétés, et qui ont un contenu culturel.

4. **Activités, biens et services culturels**

« Activités, biens et services culturels » renvoie aux activités, biens et services qui, dès lors qu'ils sont considérés du point de vue de leur qualité, de leur usage ou de leur finalité spécifiques, incarnent ou transmettent des expressions culturelles, indépendamment de la valeur commerciale qu'ils peuvent avoir. Les activités culturelles peuvent être une fin en elles-mêmes, ou bien contribuer à la production de biens et services culturels.

5. **Industries culturelles**

« Industries culturelles » renvoie aux industries produisant et distribuant des biens ou services culturels tels que définis au paragraphe 4 ci-dessus.

6. **Politiques et mesures culturelles**

« Politiques et mesures culturelles » renvoie aux politiques et mesures relatives à la culture, à un niveau local, national, régional ou international, qu'elles soient centrées sur la culture en tant que telle, ou destinées à avoir un effet direct sur les expressions culturelles des individus, groupes ou sociétés, y compris sur la création, la production, la diffusion et la distribution d'activités, de biens et de services culturels et sur l'accès à ceux-ci.

7. **Protection**

« Protection » signifie l'adoption de mesures visant à la préservation, la sauvegarde et la mise en valeur de la diversité des expressions culturelles.

« Protéger » signifie adopter de telles mesures.

8. **Interculturalité**

« Interculturalité » renvoie à l'existence et à l'interaction équitable de diverses cultures ainsi qu'à la possibilité de générer des expressions culturelles partagées par le dialogue et le respect mutuel.

IV. Droits et obligations des Parties

Article 5 - Règle générale concernant les droits et obligations

1. Les Parties réaffirment, conformément à la Charte des Nations Unies, aux principes du droit international et aux instruments universellement reconnus en matière de droits de l'homme, leur droit souverain de formuler et mettre en œuvre leurs politiques culturelles et d'adopter des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ainsi que pour renforcer la coopération internationale afin d'atteindre les objectifs de la présente Convention.

2. Lorsqu'une Partie met en œuvre des politiques et prend des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur son territoire, ses politiques et mesures doivent être compatibles avec les dispositions de la présente Convention.

Article 6 - Droits des parties au niveau national

1. Dans le cadre de ses politiques et mesures culturelles telles que décrites à l'article 4.6, et compte tenu des circonstances et des besoins qui lui sont propres, chaque Partie peut adopter des mesures destinées à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur son territoire.

2. Ces mesures peuvent inclure :

(a) les mesures réglementaires qui visent à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;

(b) les mesures qui, d'une manière appropriée, offrent des opportunités aux activités, biens et services culturels nationaux, de trouver leur place parmi l'ensemble des activités, biens et services culturels disponibles sur son territoire, pour ce qui est de leur création, production, diffusion, distribution et jouissance, y compris les mesures relatives à la langue utilisée pour lesdits activités, biens et services ;

(c) les mesures qui visent à fournir aux industries culturelles nationales indépendantes et aux activités du secteur informel un accès véritable aux moyens de production, de diffusion et de distribution d'activités, biens et services culturels ;

(d) les mesures qui visent à accorder des aides financières publiques ;

(e) les mesures qui visent à encourager les organismes à but non lucratif, ainsi que les institutions publiques et privées, les artistes et les autres professionnels de la culture, à développer et promouvoir le libre échange et la libre circulation des idées et des expressions culturelles ainsi que des activités, biens et services culturels, et à stimuler la création et l'esprit d'entreprise dans leurs activités ;

(f) les mesures qui visent à établir et soutenir, de façon appropriée, les institutions de service public ;

(g) les mesures qui visent à encourager et soutenir les artistes ainsi que tous ceux qui sont impliqués dans la création d'expressions culturelles ;

(h) les mesures qui visent à promouvoir la diversité des médias, y compris au moyen du service public de radiodiffusion.

Article 7 - Mesures destinées à promouvoir les expressions culturelles

1. Les Parties s'efforcent de créer sur leur territoire un environnement encourageant les individus et les groupes sociaux :

(a) à créer, produire, diffuser et distribuer leurs propres expressions culturelles et à y avoir accès, en tenant dûment compte des conditions et besoins particuliers des femmes, ainsi que de divers groupes sociaux, y compris les personnes appartenant aux minorités et les peuples autochtones ;

(b) à avoir accès aux diverses expressions culturelles provenant de leur territoire ainsi que des autres pays du monde.

2. Les Parties s'efforcent également de reconnaître l'importante contribution des artistes et de tous ceux qui sont impliqués dans le processus créateur, des communautés culturelles et des organisations qui les soutiennent dans leur travail, ainsi que leur rôle central qui est de nourrir la diversité des expressions culturelles.

Article 8 - Mesures destinées à protéger les expressions culturelles

1. Sans préjudice des dispositions des articles 5 et 6, une Partie peut diagnostiquer l'existence de situations spéciales où les expressions culturelles, sur son territoire, sont soumises à un risque d'extinction, à une grave menace, ou nécessitent de quelque façon que ce soit une sauvegarde urgente.

2. Les Parties peuvent prendre toutes les mesures appropriées pour protéger et préserver les expressions culturelles dans les situations mentionnées au paragraphe 1 conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. Les Parties font rapport au Comité intergouvernemental visé à l'article 23 sur toutes les mesures prises pour faire face aux exigences de la situation, et le Comité peut formuler des recommandations appropriées.

Article 9 - Partage de l'information et transparence

Les Parties :

(a) fournissent tous les quatre ans, dans leurs rapports à l'UNESCO, l'information appropriée sur les mesures prises en vue de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur leur territoire et au niveau international ;



(b) désignent un point de contact chargé du partage de l'information relative à la présente Convention ;

(c) partagent et échangent l'information relative à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Article 10 - Éducation et sensibilisation du public

Les Parties :

(a) favorisent et développent la compréhension de l'importance de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles, notamment par le biais de programmes d'éducation et de sensibilisation accrue du public ;

(b) coopèrent avec les autres Parties et les organisations internationales et régionales pour atteindre l'objectif du présent article ;

(c) s'emploient à encourager la créativité et à renforcer les capacités de production par la mise en place de programmes d'éducation, de formation et d'échanges dans le domaine des industries culturelles. Ces mesures devraient être appliquées de manière à ne pas avoir d'impact négatif sur les formes de production traditionnelles.

Article 11 - Participation de la société civile

Les Parties reconnaissent le rôle fondamental de la société civile dans la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Les Parties encouragent la participation active de la société civile à leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs de la présente Convention.

Article 12 - Promotion de la coopération internationale

Les Parties s'emploient à renforcer leur coopération bilatérale, régionale et internationale afin de créer des conditions propices à la promotion de la diversité des expressions culturelles, en tenant particulièrement compte des situations mentionnées aux articles 8 et 17, en vue notamment de :

(a) faciliter le dialogue entre elles sur la politique culturelle ;

(b) renforcer les capacités stratégiques et de gestion du secteur public dans les institutions culturelles publiques, grâce aux échanges culturels professionnels et internationaux, ainsi qu'au partage des meilleures pratiques ;

(c) renforcer les partenariats avec la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, et entre ces entités, pour favoriser et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;

(d) promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies et encourager les partenariats afin de renforcer le partage de l'information et la compréhension culturelle, et de favoriser la diversité des expressions culturelles ;

(e) encourager la conclusion d'accords de coproduction et de codistribution.

Article 13 - Intégration de la culture dans le développement durable

Les Parties s'emploient à intégrer la culture dans leurs politiques de développement, à tous les niveaux, en vue de créer des conditions propices au développement durable et, dans ce cadre, de favoriser les aspects liés à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Article 14 - Coopération pour le développement

Les Parties s'attachent à soutenir la coopération pour le développement durable et la réduction de la pauvreté, particulièrement pour ce qui est des besoins spécifiques des pays en développement, en vue de favoriser l'émergence d'un secteur culturel dynamique, entre autres par les moyens suivants :

(a) Le renforcement des industries culturelles des pays en développement :

(i) en créant et en renforçant les capacités de production et de distribution culturelles dans les pays en développement ;

(ii) en facilitant l'accès plus large de leurs activités, biens et services culturels au marché mondial et aux circuits de distribution internationaux ;

(iii) en permettant l'émergence de marchés locaux et régionaux viables ;

(iv) en adoptant, chaque fois que possible, des mesures appropriées dans les pays développés en vue de faciliter l'accès à leur territoire des activités, biens et services culturels des pays en développement ;

(v) en soutenant le travail créatif et en facilitant, dans la mesure du possible, la mobilité des artistes des pays en développement ;

(vi) en encourageant une collaboration appropriée entre pays développés et pays en développement, notamment dans les domaines de la musique et du film ;

(b) Le renforcement des capacités par l'échange d'information, d'expérience et d'expertise, ainsi que la formation des ressources humaines dans les pays en développement dans les secteurs public et privé concernant notamment les capacités stratégiques et de gestion, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, la promotion et la distribution des expressions culturelles, le développement des moyennes, petites et microentreprises, l'utilisation des technologies ainsi que le développement et le transfert des compétences ;

(c) Le transfert de technologies et de savoir-faire par la mise en place de mesures incitatives appropriées, en particulier dans le domaine des industries et des entreprises culturelles ;

(d) Le soutien financier par :

(i) l'établissement d'un Fonds international pour la diversité culturelle, comme prévu à l'article 18 ;

(ii) l'octroi d'une aide publique au développement, en tant que de besoin, y compris une assistance technique destinée à stimuler et soutenir la créativité ;

(iii) d'autres formes d'aide financière telles que des prêts à faible taux d'intérêt, des subventions et d'autres mécanismes de financement.

Article 15 - Modalités de collaboration

Les Parties encouragent le développement de partenariats, entre les secteurs public et privé et les organisations à but non lucratif et en leur sein, afin de coopérer avec les pays en développement au renforcement de leur capacité de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles. Ces partenariats novateurs mettront l'accent, en réponse aux besoins concrets des pays en développement, sur le développement des infrastructures, des ressources humaines et des politiques ainsi que sur les échanges d'activités, biens et services culturels.

Article 16 - Traitement préférentiel pour les pays en développement

Les pays développés facilitent les échanges culturels avec les pays en développement en accordant, au moyen de cadres institutionnels et juridiques appropriés, un traitement préférentiel à leurs artistes et autres professionnels et praticiens de la culture, ainsi qu'à leurs biens et services culturels.

Article 17 - Coopération internationale dans les situations de menace grave contre les expressions culturelles

Les Parties coopèrent pour se porter mutuellement assistance, en veillant en particulier aux pays en développement, dans les situations mentionnées à l'article 8.

Article 18 - Fonds international pour la diversité culturelle

1. Il est créé un Fonds international pour la diversité culturelle, ci-après dénommé « le Fonds ».

2. Le Fonds est constitué en fonds-en-dépôt conformément au Règlement financier de l'UNESCO.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par :

(a) les contributions volontaires des Parties ;

(b) les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l'UNESCO ;

(c) les versements, dons ou legs que pourront faire d'autres États, des organisations et programmes du système des Nations Unies, d'autres organisations régionales ou internationales, et des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

(d) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;

(e) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds ;

(f) toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds.

4. L'utilisation des ressources du Fonds est décidée par le Comité intergouvernemental sur la base des orientations de la Conférence des Parties visée à l'article 22.

5. Le Comité intergouvernemental peut accepter des contributions et autres formes d'assistance à des fins générales ou spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets soient approuvés par lui.

6. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre qui soit incompatible avec les objectifs de la présente Convention.

7. Les Parties s'attachent à verser des contributions volontaires sur une base régulière pour la mise en œuvre de la présente Convention.

Article 19 - Échange, analyse et diffusion de l'information

1. Les Parties s'accordent pour échanger l'information et l'expertise relatives à la collecte des données et aux statistiques concernant la diversité des expressions culturelles, ainsi qu'aux meilleures pratiques pour la protection et la promotion de celle-ci.

2. L'UNESCO facilite, grâce aux mécanismes existant au sein du Secrétariat, la collecte, l'analyse et la diffusion de toutes les informations, statistiques et meilleures pratiques en la matière.

3. Par ailleurs, l'UNESCO constitue et tient à jour une banque de données concernant les différents secteurs et organismes gouvernementaux, privés et à but non lucratif, œuvrant dans le domaine des expressions culturelles.

4. En vue de faciliter la collecte des données, l'UNESCO accorde une attention particulière au renforcement des capacités et de l'expertise des Parties qui formulent la demande d'une assistance en la matière.

5. La collecte de l'information définie dans le présent article complète l'information visée par les dispositions de l'article 9.

V. Relations avec les autres instruments

Article 20 - Relations avec les autres instruments : soutien mutuel, complémentarité et non-subordination

1. Les Parties reconnaissent qu'elles doivent remplir de bonne foi leurs obligations en vertu de la présente Convention et de tous les autres traités auxquels elles sont parties. Ainsi, sans subordonner cette Convention aux autres traités,

(a) elles encouragent le soutien mutuel entre cette Convention et les autres traités auxquels elles sont parties ; et

(b) lorsqu'elles interprètent et appliquent les autres traités auxquels elles sont parties ou lorsqu'elles souscrivent à d'autres obligations internationales, les Parties prennent en compte les dispositions pertinentes de la présente Convention.

2. Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme modifiant les droits et obligations des Parties au titre d'autres traités auxquels elles sont parties.

Article 21 - Concertation et coordination internationales

Les Parties s'engagent à promouvoir les objectifs et principes de la présente Convention dans d'autres enceintes internationales. À cette fin, les Parties se consultent, s'il y a lieu, en gardant à l'esprit ces objectifs et ces principes.

VI. Organes de la Convention

Article 22 - Conférence des Parties

1. Il est établi une Conférence des Parties. La Conférence des Parties est l'organe plénier et suprême de la présente Convention.

2. La Conférence des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, dans la mesure du possible dans le cadre de la Conférence générale de l'UNESCO. Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou si une demande est adressée au Comité intergouvernemental par au moins un tiers des Parties.

3. La Conférence des Parties adopte son règlement intérieur.

4. Les fonctions de la Conférence des Parties sont, entre autres :

(a) d'élire les membres du Comité intergouvernemental ;

(b) de recevoir et d'examiner les rapports des Parties à la présente Convention transmis par le Comité intergouvernemental ;

(c) d'approuver les directives opérationnelles préparées, à sa demande, par le Comité intergouvernemental ;

(d) de prendre toute autre mesure qu'elle juge nécessaire pour promouvoir les objectifs de la présente Convention.

Article 23 - Comité intergouvernemental

1. Il est institué auprès de l'UNESCO un Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ci-après dénommé « le Comité intergouvernemental ». Il est composé de représentants de 18 États Parties à la Convention, élus pour quatre ans par la Conférence des Parties dès que la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 29.

2. Le Comité intergouvernemental se réunit une fois par an.

3. Le Comité intergouvernemental fonctionne sous l'autorité et conformément aux directives de la Conférence des Parties et lui rend compte.

4. Le nombre des membres du Comité intergouvernemental sera porté à 24 dès lors que le nombre de Parties à la Convention atteindra 50.

5. L'élection des membres du Comité intergouvernemental est basée sur les principes de la répartition géographique équitable et de la rotation.

6. Sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par la présente Convention, les fonctions du Comité intergouvernemental sont les suivantes :

(a) promouvoir les objectifs de la présente Convention, encourager et assurer le suivi de sa mise en œuvre ;

(b) préparer et soumettre à l'approbation de la Conférence des Parties, à sa demande, des directives opérationnelles relatives à la mise en œuvre et à l'application des dispositions de la Convention ;

(c) transmettre à la Conférence des Parties les rapports des Parties à la Convention, accompagnés de ses observations et d'un résumé de leur contenu ;

(d) faire des recommandations appropriées dans les situations portées à son attention par les Parties à la Convention conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, en particulier l'article 8 ;

(e) établir des procédures et autres mécanismes de consultation afin de promouvoir les objectifs et principes de la présente Convention dans d'autres enceintes internationales ;

(f) accomplir toute autre tâche dont il peut être chargé par la Conférence des Parties.

7. Le Comité intergouvernemental, conformément à son Règlement intérieur, peut inviter à tout moment des organismes publics ou privés ou des personnes physiques à participer à ses réunions en vue de les consulter sur des questions spécifiques.

8. Le Comité intergouvernemental établit et soumet son Règlement intérieur à l'approbation de la Conférence des Parties.

Article 24 - Secrétariat de l'UNESCO

1. Les organes de la Convention sont assistés par le Secrétariat de l'UNESCO.

2. Le Secrétariat prépare la documentation de la Conférence des Parties et du Comité intergouvernemental ainsi que le projet d'ordre du jour de leurs réunions, aide à l'application de leurs décisions et fait rapport sur celle-ci.

VII. Dispositions finales

Article 25 - Règlement des différends

1. En cas de différend entre les Parties à la présente Convention sur l'interprétation ou l'application de la Convention, les Parties recherchent une solution par voie de négociation.

2. Si les Parties concernées ne peuvent parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent recourir d'un commun accord aux bons offices ou demander la médiation d'un tiers.

3. S'il n'y a pas eu de bons offices ou de médiation ou si le différend n'a pu être réglé par négociation, bons offices ou médiation, une Partie peut avoir recours à la conciliation conformément à la procédure figurant en Annexe à la présente Convention. Les Parties examinent de bonne foi la proposition de résolution du différend rendue par la Commission de conciliation.

4. Chaque Partie peut, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'elle ne reconnaît pas la procédure de conciliation prévue ci-dessus. Toute Partie ayant fait une telle déclaration, peut, à tout moment, retirer cette déclaration par une notification au Directeur général de l'UNESCO.

Article 26 - Ratification, acceptation, approbation ou adhésion par les États membres

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à l'adhésion des États membres de l'UNESCO, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 27 - Adhésion

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État non membre de l'UNESCO mais membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. La présente Convention est également ouverte à l'adhésion des territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières.

3. Les dispositions suivantes s'appliquent aux organisations d'intégration économique régionale :

(a) la présente Convention est aussi ouverte à l'adhésion de toute organisation d'intégration économique régionale, qui, sous réserve des paragraphes suivants, est pleinement liée par les dispositions de la Convention au même titre que les États parties ;

(b) lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une telle organisation sont également Parties à la présente Convention, cette organisation et cet ou ces États membres conviennent de leur responsabilité dans l'exécution de leurs obligations en vertu de la présente Convention. Ce partage des responsabilités prend effet une fois achevée la procédure de notification décrite à l'alinéa (c). L'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits découlant de la présente Convention. En outre, dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique disposent pour exercer leur droit de vote d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si les États membres exercent le leur et inversement ;

(c) une organisation d'intégration économique régionale et son État ou ses États membres qui ont convenu d'un partage des responsabilités tel que prévu à l'alinéa (b) informent les Parties du partage ainsi proposé de la façon suivante :

(i) dans son instrument d'adhésion, cette organisation indique de façon précise le partage des responsabilités en ce qui concerne les questions régies par la Convention ;

(ii) en cas de modification ultérieure des responsabilités respectives, l'organisation d'intégration économique régionale informe le dépositaire de toute proposition de modification de ces responsabilités ; le dépositaire informe à son tour les Parties de cette modification ;

(d) les États membres d'une organisation d'intégration économique régionale qui deviennent Parties à la Convention sont présumés demeurer compétents pour tous les domaines n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de compétence à l'organisation expressément déclaré ou signalé au dépositaire ;

(e) on entend par « organisation d'intégration économique régionale » une organisation constituée par des États souverains membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, à laquelle ces États ont transféré leur compétence dans des domaines régis par la présente Convention et qui a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à en devenir Partie.

4. L'instrument d'adhésion est déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 28 - Point de contact

Lorsqu'elle devient Partie à la présente Convention, chaque Partie désigne le point de contact visé à l'article 9.

Article 29 - Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des États ou des organisations d'intégration économique régionale qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cette

date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour toute autre Partie trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du présent article, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration économique régionale ne doit être considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de ladite organisation.

Article 30 - Régimes constitutionnels fédéraux ou non unitaires

Reconnaissant que les accords internationaux lient également les Parties indépendamment de leurs systèmes constitutionnels, les dispositions ci-après s'appliquent aux Parties ayant un régime constitutionnel fédéral ou non unitaire :

(a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Parties qui ne sont pas des États fédéraux ;

(b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacune des unités constituantes telles que États, comtés, provinces ou cantons, qui ne sont pas, en vertu du régime constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, si nécessaire, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des unités constituantes telles qu'États, comtés, provinces ou cantons avec son avis favorable pour adoption.

Article 31 - Dénonciation

1. Chacune des Parties a la faculté de dénoncer la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

3. La dénonciation prend effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations financières dont la Partie dénonciatrice est tenue de s'acquitter jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.

Article 32 - Fonctions du dépositaire

Le Directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de dépositaire de la présente Convention, informe les États membres de l'Organisation, les États non membres et les organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 27, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion mentionnés aux articles 26 et 27, de même que des dénonciations prévues à l'article 31.

Article 33 - Amendements

1. Toute Partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à toutes les Parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des Parties donne une réponse favorable à cette demande, le Directeur général présente cette proposition à la prochaine session de la Conférence des Parties pour discussion et éventuelle adoption.

2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes.

3. Les amendements à la présente Convention, une fois adoptés, sont soumis aux Parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Pour les Parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3 du présent article par les deux tiers des Parties. Par la suite, pour chaque Partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par la Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5. La procédure établie aux paragraphes 3 et 4 ne s'applique pas aux amendements apportés à l'article 23 concernant le nombre des membres du Comité intergouvernemental. Ces amendements entrent en vigueur au moment de leur adoption.

6. Un État ou une organisation d'intégration économique régionale au sens de l'article 27 qui devient Partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :

(a) Partie à la présente Convention ainsi amendée ; et

(b) Partie à la présente Convention non amendée à l'égard de toute Partie qui n'est pas liée par ces amendements.

Article 34 - Textes faisant foi

La présente Convention est établie en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe, les six textes faisant également foi.

Article 35 - Enregistrement

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

ANNEXE

Procédure de conciliation

Article premier - Commission de conciliation

Une Commission de conciliation est créée à la demande de l'une des Parties au différend. À moins que les Parties n'en conviennent autrement, la Commission se compose de cinq membres, chaque Partie concernée en désignant deux et le Président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés.

Article 2 - Membres de la commission

En cas de différend entre plus de deux Parties, les parties ayant le même intérêt désignent leurs membres de la Commission d'un commun accord. Lorsque deux Parties au moins ont des intérêts indépendants ou lorsqu'elles sont en désaccord sur la question de savoir si elles ont le même intérêt, elles nomment leurs membres séparément.

Article 3 - Nomination

Si, dans un délai de deux mois après la demande de création d'une commission de conciliation, tous les membres de la Commission n'ont pas été nommés par les Parties, le Directeur général de l'UNESCO procède, à la requête de la Partie qui a fait la demande, aux nominations nécessaires dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4 - Président de la commission

Si, dans un délai de deux mois après la nomination du dernier des membres de la Commission, celle-ci n'a pas choisi son Président, le Directeur général procède, à la requête d'une Partie, à la désignation du Président dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5 - Décisions

La Commission de conciliation prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres. À moins que les Parties au différend n'en conviennent autrement, elle établit sa propre procédure. Elle rend une proposition de résolution du différend que les Parties examinent de bonne foi.

Article 6 - Désaccords

En cas de désaccord au sujet de la compétence de la Commission de conciliation, celle-ci décide si elle est ou non compétente.

The foregoing is the authentic text of the Convention hereby duly adopted by the General Conference of UNESCO at its 33rd session, held in Paris and declared closed on the twenty-first day of October 2005.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33e session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le vingt et un octobre 2005.

Lo anterior es el texto auténtico de la Convención aprobada en buena y debida forma por la Conferencia General de la UNESCO en su 33ª reunión, celebrada en París y clausurada el veintiuno de octubre de 2005.

Приведенный выше текст является подлинным текстом Конвенции, надлежащим образом принятой Генеральной конференцией ЮНЕСКО на ее 33-й сессии, которая состоялась в Париже и была объявлена закрытой двадцать первого октября 2005 года.

النص الوارد أعلاه هو النص الأصلي للاتفاقية التي اعتمدها المؤتمر العام لليونسكو في دورته الثالثة والثلاثين المنعقدة في باريس والتي أعلن اختتامها في الحادي والعشرين من شهر تشرين الأول/أكتوبر ٢٠٠٥.

上述文本为在巴黎召开的、于 2005 年 10 月 21 日闭幕的教科文组织大会第三十三届会议通过的公约正式文本。

IN WITNESS WHEREOF we have appended our signatures.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures :

EN FE DE LO CUAL estampan sus firmas :

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО настоящую Конвенцию подписали:

وإثباتا لما تقدم وقع الشخصان المذكوران أدناه على هذه الاتفاقية.

为此，我们在本公约签字，以昭信守。

Musa. Hassan

President of the General Conference
Le Président de la Conférence générale
El Presidente de la Conferencia General
Председатель Генеральной конференции
رئيس المؤتمر العام
大会主席

Director-General
Le Directeur général
El Director General
Генеральный директор
المدير العام
总干事

Certified Copy
Copie certifiée conforme
Copia certificada conforme
Заверенная копия
صورة طبق الأصل
兹证明文本无误

Paris,
París,
Париж,
باريس،
巴黎,

Legal Adviser
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

Conseiller juridique
de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Asesor Jurídico
de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura

Юрисконсульт
Организации Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры

المستشار القانوني
لمنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة

法律顾问
联合国教育、科学及文化组织

ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΚΑΙ ΤΗΝ ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΤΗΣ ΠΟΛΥΜΟΡΦΙΑΣ ΤΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΩΝ ΕΚΦΡΑΣΕΩΝ

Η Γενική Διάσκεψη του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών για την Εκπαίδευση, την Επιστήμη και τον Πολιτισμό, που συγκλήθηκε στο Παρίσι από τις 3 μέχρι τις 21 Οκτωβρίου 2005 για την 33η συνεδρίαση της,

Επιβεβαιώνοντας ότι η πολιτιστική πολυμορφία είναι χαρακτηριστικό συνυφασμένο με την ανθρωπότητα,

Συνειδητοποιώντας ότι η πολιτιστική πολυμορφία αποτελεί κοινή κληρονομιά της ανθρωπότητας και θα έπρεπε να διατρανωθεί και να διαφυλαχθεί προς όφελος όλων,

Γνωρίζοντας ότι η πολιτιστική πολυμορφία δημιουργεί ένα κόσμο με πλούτο και ποικιλία, που διευρύνει τις πιθανές επιλογές, ότι τροφοδοτεί τις ανθρώπινες ικανότητες και τις αξίες και ότι είναι, άρα, βασικό εφαλτήριο για τη βιώσιμη ανάπτυξη των κοινοτήτων, των λαών και των εθνών,

Υπενθυμίζοντας ότι η πολιτιστική πολυμορφία, η οποία αναπτύσσεται μέσα σε πλαίσιο δημοκρατίας, ανοχής, κοινωνικής δικαιοσύνης και αμοιβαίου σεβασμού ανάμεσα στους λαούς και τους πολιτισμούς, είναι απαραίτητη για την ειρήνη και την ασφάλεια σε τοπικό, εθνικό και διεθνές επίπεδο,

Διατρανώνοντας τη σημασία της πολιτιστικής πολυμορφίας για την πλήρη πραγματοποίηση των δικαιωμάτων του ανθρώπου και των θεμελιωδών ελευθεριών, που διακηρύσσονται στην Παγκόσμια Διακήρυξη των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου και σε άλλα κείμενα παγκοσμίως αναγνωρισμένα,

Υπογραμμίζοντας την ανάγκη να ενσωματωθεί ο πολιτισμός σαν στρατηγικό στοιχείο στις εθνικές και διεθνείς πολιτικές ανάπτυξης καθώς και στη διεθνή συνεργασία για την ανάπτυξη, λαμβάνοντας επίσης υπ' όψη τη Διακήρυξη της Χιλιετίας του ΟΗΕ (2000), που δίνει έμφαση στην εξάλειψη της φτώχειας,

Θεωρώντας ότι ο πολιτισμός λαμβάνει διάφορες μορφές στο χώρο και το χρόνο και ότι η πολυμορφία αυτή ενσαρκώνεται στην πρωτοτυπία και στην ποικιλία των ταυτοτήτων, καθώς και σε όλες τις πολιτιστικές εκφράσεις των λαών και των κοινωνιών, που αποτελούν την ανθρωπότητα,

Αναγνωρίζοντας τη σημασία των παραδοσιακών γνώσεων σαν πηγή υλικού και άυλου πλούτου και ειδικότερα των συστημάτων γνώσης των αυτοχθόνων λαών και τη θετική συνεισφορά τους στη βιώσιμη ανάπτυξη, καθώς και την ανάγκη να εξασφαλισθεί η προστασία και η προώθηση τους με ικανοποιητικό τρόπο,

Αναγνωρίζοντας την ανάγκη να ληφθούν μέτρα για την προστασία της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων, συμπεριλαμβανομένων των περιεχομένων τους, ιδιαίτερα σε καταστάσεις, όπου οι πολιτιστικές εκφράσεις μπορούν να απειληθούν με εξάλειψη ή με σοβαρές αλλοιώσεις,

Υπογραμμίζοντας τη σημασία του πολιτισμού για την κοινωνική συνοχή γενικά και ιδιαίτερα τη συνεισφορά του στη βελτίωση της θέσης και του ρόλου των γυναικών στην κοινωνία,

Συνειδητοποιώντας ότι η πολιτιστική πολυμορφία ενισχύεται με την ελεύθερη διακίνηση των ιδεών και ότι τροφοδοτείται από τις διαρκείς ανταλλαγές και αλληλεπιδράσεις ανάμεσα στους πολιτισμούς,

Επιβεβαιώνοντας εκ νέου ότι η ελευθερία της σκέψης, της έκφρασης και της ενημέρωσης, καθώς και η πολυμορφία των μέσων επιτρέπουν την ανάπτυξη των πολιτιστικών εκφράσεων μέσα στις κοινωνίες,

Αναγνωρίζοντας ότι η πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων, συμπεριλαμβανομένων των παραδοσιακών πολιτιστικών εκφράσεων, είναι σημαντικός παράγοντας, που επιτρέπει στα άτομα και στους λαούς να εκφράσουν και να μοιρασθούν με άλλους τις ιδέες και τις αξίες τους,

Υπενθυμίζοντας ότι η γλωσσική πολυμορφία είναι θεμελιώδες στοιχείο της πολιτιστικής πολυμορφίας και επιβεβαιώνοντας εκ νέου το θεμελιώδη ρόλο, που παίζει η εκπαίδευση στην προστασία και στην προώθηση των πολιτιστικών εκφράσεων,

Εκτιμώντας τη σπουδαιότητα της ζωτικότητας των πολιτισμών για όλους, συμπεριλαμβανομένων των προσώπων που ανήκουν σε μειονότητες και των αυτοχθόνων λαών, όπως εκδηλώνεται στην ελευθερία τους να δημιουργούν, να διαδίδουν και να διακινούν τις παραδοσιακές πολιτιστικές τους εκφράσεις και να έχουν πρόσβαση σε αυτές με τρόπο τέτοιο ώστε να ευνοείται η δική τους ανάπτυξη,

Υπογραμμίζοντας τον ουσιαστικό ρόλο της πολιτιστικής αλληλεπίδρασης και δημιουργικότητας, που τροφοδοτούν και ανανεώνουν τις πολιτιστικές εκφράσεις και ενισχύουν το ρόλο όσων εργάζονται για την ανάπτυξη τον πολιτισμού με σκοπό την πρόοδο της κοινωνίας στο σύνολο της,

Αναγνωρίζοντας τη σημασία των δικαιωμάτων πνευματικής ιδιοκτησίας για την υποστήριξη των προσώπων που συμμετέχουν στην πολιτιστική δημιουργία,

Πεπεισμένη ότι οι πολιτιστικές δραστηριότητες, αγαθά και υπηρεσίες έχουν διπλή φύση, οικονομική και πολιτιστική, επειδή είναι φορείς ταυτοτήτων, αξιών και εννοιών και, ως εκ τούτου, δεν πρέπει να αντιμετωπίζονται σαν να έχουν αποκλειστικά εμπορική αξία,

Διαπιστώνοντας ότι οι διαδικασίες της παγκοσμιοποίησης, που διευκολύνονται από τη γρήγορη εξέλιξη των τεχνολογιών της πληροφορίας και επικοινωνίας, παρά το γεγονός ότι δημιουργούν πρωτοφανείς προϋποθέσεις αυξημένης αλληλεπίδρασης ανάμεσα στους πολιτισμούς, αποτελούν επίσης, πρόκληση για την πολιτιστική πολυμορφία, κυρίως αναφορικά με τους κινδύνους των ανισοτήτων ανάμεσα στις πλούσιες και τις φτωχές χώρες,

Συνειδητοποιώντας την ειδική εντολή που έχει ανατεθεί στην ΟΥΝΕΣΚΟ για να εξασφαλίσει το σεβασμό της πολυμορφίας των πολιτισμών και να προτείνει τις διεθνείς συμφωνίες, που κρίνει απαραίτητες για να διευκολυνθεί η ελεύθερη διακίνηση των ιδεών μέσω ήχου και εικόνας,

Αναφερόμενη στις διατάξεις των διεθνών κειμένων, που έχουν υιοθετηθεί από την ΟΥΝΕΣΚΟ και συνδέονται με την πολιτιστική πολυμορφία και την άσκηση των πολιτιστικών δικαιωμάτων και ιδίως στην Παγκόσμια Διακήρυξη για την πολιτιστική πολυμορφία του 2001,

Υιοθετεί στις 20 Οκτωβρίου 2005 την παρούσα Σύμβαση.

Ι. ΚΑΤΕΥΘΥΝΤΗΡΙΟΙ ΣΤΟΧΟΙ ΚΑΙ ΑΡΧΕΣ

Άρθρο 1. ΣΤΟΧΟΙ

Οι στόχοι της παρούσας Σύμβασης είναι :

α. Η προστασία και η προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων.

β. Η δημιουργία των προϋποθέσεων, που επιτρέπουν στους πολιτισμούς να αναπτύσσονται και να αλληλεπιδρούν ελεύθερα, έτσι ώστε να εμπλουτίζονται αμοιβαία.

γ. Η ενθάρρυνση του διαλόγου ανάμεσα στους πολιτισμούς, για να εξασφαλίζονται πιο έντονες και ισοβαρείς πολιτιστικές ανταλλαγές μέσα στον κόσμο, προς όφελος του σεβασμού μεταξύ των πολιτισμών και ενός πολιτισμού της ειρήνης.

δ. Η ενίσχυση της διαπολιτισμικότητας για την ανάπτυξη πολιτιστικών αλληλεπιδράσεων μέσα στο πνεύμα της οικοδόμησης γεφυρών μεταξύ των λαών.

ε. Η προώθηση του σεβασμού της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων και η συνειδητοποίηση της αξίας της σε τοπικό, εθνικό και διεθνές επίπεδο.

στ. Η εκ νέου επιβεβαίωση της σημασίας της σχέσης ανάμεσα στον πολιτισμό και την ανάπτυξη για όλες τις χώρες, ιδιαίτερα για τις αναπτυσσόμενες χώρες και η ενθάρρυνση δράσεων, που διεξάγονται σε εθνικό και διεθνές επίπεδο, για να αναγνωρισθεί η πραγματική αξία της σχέσης αυτής.

ζ. Η αναγνώριση της ιδιαίτερης φύσης των πολιτιστικών δραστηριοτήτων, αγαθών και υπηρεσιών ως φορέων ταυτότητας, αξιών και εννοιών.

η. Η εκ νέου επιβεβαίωση του κυριαρχικού δικαιώματος των Κρατών να διατηρήσουν, να υιοθετήσουν και να εφαρμόσουν τις πολιτικές και τα μέτρα, που κρίνουν απαραίτητα για την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων στο έδαφος τους.

θ. Η ενίσχυση της διεθνούς συνεργασίας και αλληλεγγύης μέσα σε πνεύμα συνεργασίας, με σκοπό κυρίως να αυξήσουν, τις ικανότητες των αναπτυσσομένων χωρών να προστατεύουν και να προωθούν την πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων.

Άρθρο 2
ΚΑΤΕΥΘΥΝΤΗΡΙΕΣ ΑΡΧΕΣ

1. Αρχή σεβασμού των δικαιωμάτων του ανθρώπου και των θεμελιωδών ελευθεριών

Η πολιτιστική πολυμορφία δεν μπορεί να προστατευθεί και να προαχθεί παρά μόνο αν διασφαλίζονται τα δικαιώματα του ανθρώπου και οι θεμελιώδεις ελευθερίες, όπως η ελευθερία της έκφρασης, της ενημέρωσης και της επικοινωνίας, καθώς και η δυνατότητα των ατόμων να επιλέγουν πολιτιστικές εκφράσεις. Κανείς δεν μπορεί να επικαλεσθεί τις διατάξεις της παρούσης Σύμβασης, για να θίξει τα δικαιώματα του ανθρώπου και τις θεμελιώδεις ελευθερίες, όπως αυτά κατοχυρώνονται στην Παγκόσμια Διακήρυξη των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου ή διασφαλίζονται από το διεθνές δίκαιο, ή για να περιορισθεί η εμβέλεια τους.

2. Αρχή της κυριαρχίας

Σύμφωνα με τη Χάρτα των Ηνωμένων Εθνών και τις αρχές του διεθνούς δικαίου, τα Κράτη έχουν το κυριαρχικό δικαίωμα να υιοθετούν μέτρα και πολιτικές, για να προστατεύουν και να προάγουν την πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων στο έδαφος τους.

3. Αρχή της ίσης αξιοπρέπειας και του σεβασμού όλων των πολιτισμών

Η προστασία και η προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων εμπεριέχουν την αναγνώριση της ίσης αξιοπρέπειας και του σεβασμού όλων των πολιτισμών, συμπεριλαμβανομένων των πολιτισμών των προσώπων που ανήκουν σε μειονότητες και των αντίστοιχων των αυτοχθόνων λαών.

4. Αρχή της διεθνούς αλληλεγγύης και συνεργασίας

Η διεθνής συνεργασία και αλληλεγγύη θα πρέπει να επιτρέπουν σε όλες τις χώρες, ιδιαίτερα στις αναπτυσσόμενες χώρες, να δημιουργούν και να ενισχύουν τα απαραίτητα για την πολιτιστική τους έκφραση μέσα, συμπεριλαμβανομένων των πολιτιστικών βιομηχανιών τους, είτε δημιουργούνται είτε έχουν ήδη δημιουργηθεί σε τοπικό, εθνικό και διεθνές επίπεδο.

5. Αρχή της συμπληρωματικότητας των οικονομικών και πολιτιστικών όψεων της ανάπτυξης

Δοθέντος ότι ο πολιτισμός είναι ένας από τους κυριότερους παράγοντες ανάπτυξης, οι πολιτιστικές όψεις της ανάπτυξης είναι τόσο σημαντικές όσο και οι οικονομικές όψεις και τα άτομα και οι λαοί έχουν το θεμελιώδες δικαίωμα να συμμετέχουν και να επωφελούνται από αυτές.

6. Αρχή της βιώσιμης ανάπτυξης

Η πολιτιστική πολυμορφία αποτελεί μεγάλο πλούτο για τα άτομα και τις κοινωνίες. Η προστασία, η προώθηση και η διατήρηση της πολιτιστικής πολυμορφίας είναι μία ουσιώδης προϋπόθεση για μία βιώσιμη ανάπτυξη προς όφελος των παρόντων και μελλοντικών γενεών.

7. Αρχή της δίκαιης πρόσβασης

Η δίκαιη πρόσβαση σε πλούσια και διαφοροποιημένη γκάμα πολιτιστικών εκφράσεων που προέρχονται από όλο τον κόσμο και η πρόσβαση των πολιτισμών σε μέσα έκφρασης και διάδοσης τους αποτελούν σημαντικά στοιχεία για την ενδυνάμωση της πολιτιστικής πολυμορφίας και την ενθάρρυνση της αμοιβαίας κατανόησης.

8. Αρχή της ανοιχτότητας και ισορροπίας

Όταν τα Κράτη υιοθετούν μέτρα για να ευνοήσουν την πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων, θα πρέπει να μεριμνούν ώστε να προωθούν, με τον κατάλληλο τρόπο, το άνοιγμα σε άλλους πολιτισμούς του κόσμου και να διασφαλίζουν ότι τα μέτρα αυτά είναι σύμφωνα με τους επιδιωκόμενους από την παρούσα Σύμβαση στόχους.

II. ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

Άρθρο 3
ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται στις υιοθετούμενες από τα Μέρη πολιτικές και μέτρα, που υιοθετούνται από τα Μέρη, που σχετίζονται με την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων.

III. ΟΡΙΣΜΟΙ

Άρθρο 4
ΟΡΙΣΜΟΙ

Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης γίνονται αποδεκτοί οι ακόλουθοι ορισμοί:

1. Πολιτιστική πολυμορφία

Η «Πολιτιστική Πολυμορφία» παραπέμπει στην πολλαπλότητα των μορφών με τις οποίες οι πολιτισμοί των ομάδων και των κοινωνιών βρίσκουν την έκφραση τους. Οι εκφράσεις αυτές μεταδίδονται στο πλαίσιο ομάδων και κοινωνιών αλλά και μεταξύ τους.

Η «πολιτιστική πολυμορφία» εκδηλώνεται όχι μόνο με τις ποικίλες μορφές, μέσω των οποίων η πολιτιστική κληρο-

νομιά της ανθρωπότητας εκφράζεται, εμπλουτίζεται και διαβιβάζεται χάρη στην ποικιλία των πολιτιστικών εκφράσεων, αλλά εκδηλώνεται επίσης, μέσω διαφόρων τρόπων καλλιτεχνικής δημιουργίας, παραγωγής, διάδοσης, διανομής και απόλαυσης πολιτιστικών εκφράσεων, ανεξαρτήτως των χρησιμοποιούμενων μέσων και τεχνολογιών.

2. Πολιτιστικό Περιεχόμενο

Το «Πολιτιστικό Περιεχόμενο» παραπέμπει στη συμβολική έννοια, στην καλλιτεχνική διάσταση και στις πολιτιστικές αξίες, που απορρέουν από πολιτιστικές ταυτότητες ή τις εκφράζουν.

3. Πολιτιστικές Εκφράσεις

Οι «Πολιτιστικές Εκφράσεις» είναι οι εκφράσεις, που προκύπτουν από τη δημιουργικότητα ατόμων, ομάδων ή κοινωνιών και οι οποίες εμπεριέχουν πολιτιστικό περιεχόμενο.

4. Πολιτιστικές Δραστηριότητες, Αγαθά και Υπηρεσίες

Οι «Πολιτιστικές Δραστηριότητες, Αγαθά και Υπηρεσίες» παραπέμπουν στις δραστηριότητες, αγαθά και υπηρεσίες^ που, όταν λαμβάνονται υπόψη η ποιότητα, η χρήση και η ειδική σκοπιμότητα τους, ενσαρκώνουν ή μεταδίδουν πολιτιστικές εκφράσεις ανεξαρτήτως της εμπορικής αξίας, που μπορούν να έχουν. Οι πολιτιστικές δραστηριότητες μπορούν να είναι αυτοσκοπός ή και να συνεισφέρουν στην παραγωγή πολιτιστικών αγαθών και υπηρεσιών.

5. Πολιτιστικές Βιομηχανίες

Οι «Πολιτιστικές Βιομηχανίες» παραπέμπουν στις βιομηχανίες, που παράγουν ή διανέμουν πολιτιστικά αγαθά ή υπηρεσίες, όπως καθορίζονται στην προαναφερόμενη παράγραφο 4.

6. Πολιτιστικές Πολιτικές και Μέτρα

Οι «Πολιτιστικές Πολιτικές και Μέτρα» παραπέμπουν στις πολιτικές και στα μέτρα που σχετίζονται με τον πολιτισμό, σε τοπικό, εθνικό, περιφερειακό και διεθνές επίπεδο, είτε επικεντρώνονται στον ίδιο τον πολιτισμό, είτε προορίζονται να έχουν άμεση επίπτωση στις πολιτιστικές εκφράσεις των ατόμων, ομάδων ή κοινωνιών, συμπεριλαμβανομένης της δημιουργίας, της παραγωγής, της διάδοσης και της διανομής πολιτιστικών δραστηριοτήτων, αγαθών και υπηρεσιών καθώς και της πρόσβασης σε αυτά.

7. Προστασία

Η «Προστασία» σημαίνει την υιοθέτηση μέτρων, που αποσκοπούν στην προφύλαξη, στην προστασία και στην ενδυνάμωση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων.

«Προφυλάσσω» σημαίνει την υιοθέτηση τέτοιων μέτρων.

8. Διαπολιτισμικότητα

Η «Διαπολιτισμικότητα» παραπέμπει στην ύπαρξη και τη δίκαιη αλληλεπίδραση των διαφόρων πολιτισμών καθώς και στη δυνατότητα ανάδυσης κοινών πολιτιστικών εκφράσεων, μέσω του διαλόγου και του αμοιβαίου σεβασμού.

IV. ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ ΚΑΙ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ ΤΩΝ ΜΕΡΩΝ

Άρθρο 5
ΓΕΝΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΑΣ ΠΟΥ ΑΦΟΡΑ ΤΑ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ ΚΑΙ ΤΙΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ

1. Τα Μέρη επιβεβαιώνουν εκ νέου, σύμφωνα με το Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, τις αρχές του διεθνούς δικαίου και τα παγκοσμίως αναγνωρισμένα κείμενα αναφορικά με τα δικαιώματα του ανθρώπου, το κυριαρχικό τους δικαίωμα να διαμορφώνουν και να εφαρμόζουν τις πολιτιστικές πολιτικές τους και να υιοθετούν μέτρα για να προστατεύουν και να προωθούν τη πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων καθώς και για να ενισχύουν τη διεθνή συνεργασία ώστε να επιτευχθούν οι στόχοι της παρούσας Σύμβασης.

2. Όταν ένα Μέρος εφαρμόζει πολιτικές και λαμβάνει μέτρα για την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων στην επικράτεια του, αυτές οι πολιτικές και τα μέτρα πρέπει να είναι συμβατές με τις διατάξεις της παρούσης Σύμβασης.

Άρθρο 6
ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ ΤΩΝ ΜΕΡΩΝ ΣΕ ΕΘΝΙΚΟ ΕΠΙΠΕΔΟ

1. Μέσα στο πλαίσιο των πολιτιστικών πολιτικών και μέτρων που περιγράφονται στο άρθρο 4.6 και λαμβάνοντας υπόψη τις εκάστοτε περιστάσεις και ανάγκες του, κάθε Μέρος μπορεί να υιοθετεί μέτρα, που προορίζονται για την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων στο έδαφος του

2. Τα μέτρα αυτά μπορούν να περιλαμβάνουν:

α. Ρυθμιστικά μέτρα, που αποσκοπούν στην προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων,

β. Μέτρα τα οποία προσφέρουν, με κατάλληλο τρόπο, ευκαιρίες στις εθνικές πολιτιστικές δραστηριότητες, αγαθά και υπηρεσίες ώστε να βρουν τη θέση τους ανάμεσα στο σύνολο των πολιτιστικών δραστηριοτήτων, αγαθών και υπηρεσιών, που είναι διαθέσιμες στο έδαφος τους, σε ό,τι αφορά τη δημιουργία, την παραγωγή, τη διάδοση, τη διανομή και την απολαυή τους, συμπεριλαμβανομένων των μέτρων, που σχετίζονται με τη γλώσσα που χρησιμοποιείται για τις εν λόγω δραστηριότητες, αγαθά και υπηρεσίες,

γ. Μέτρα, που αποσκοπούν στο να παρέχουν στις ανεξάρτητες εθνικές πολιτιστικές βιομηχανίες και στις δραστηριότητες του μη επίσημου τομέα πραγματική πρόσβαση στα μέσα παραγωγής, διάδοσης και διανομής των πολιτιστικών δραστηριοτήτων, αγαθών και υπηρεσιών,

δ. Μέτρα, που αποσκοπούν στο να προσφέρουν δημόσια οικονομική βοήθεια,

ε. Μέτρα, που αποσκοπούν στο να ενθαρρύνουν τους οργανισμούς μη κερδοσκοπικού χαρακτήρα, καθώς και τους δημόσιους και ιδιωτικούς θεσμούς, τους καλλιτέχνες και τους άλλους επαγγελματίες του πολιτισμού, να αναπτύσσουν και να προωθούν την ελεύθερη ανταλλαγή και την ελεύθερη κυκλοφορία πολιτιστικών ιδεών και εκφράσεων, καθώς και πολιτιστικών δραστηριοτήτων, αγαθών και υπηρεσιών και να ενισχύουν τη δημιουργία και το επιχειρηματικό πνεύμα στις δραστηριότητες τους,

στ. Μέτρα, που αποσκοπούν στο να καταρτίζουν και να υποστηρίζουν, με κατάλληλο τρόπο, τους φορείς του δημόσιου τομέα,

ζ. Μέτρα, που αποσκοπούν στο να ενθαρρύνουν και να υποστηρίζουν τους καλλιτέχνες, καθώς και όσους εμπλέκονται στη δημιουργία πολιτιστικών εκφράσεων,

η. Μέτρα, που αποσκοπούν στο να προωθήσουν την πολυμορφία των μέσων επικοινωνίας, και μέσω της δημοσίας υπηρεσίας ραδιομετάδοσης.

Άρθρο 7
ΜΕΤΡΑ, ΠΟΥ ΠΡΟΟΡΙΖΟΝΤΑΙ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΤΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΩΝ ΕΚΦΡΑΣΕΩΝ

1. Τα Μέρη καταβάλλουν προσπάθειες να δημιουργήσουν στο έδαφος τους περιβάλλον, που να ενθαρρύνει τα άτομα και τις κοινωνικές ομάδες:

α. να δημιουργούν, να παράγουν, να διαδίδουν και να διακινούν τις δικές τους πολιτιστικές εκφράσεις και να έχουν πρόσβαση σε αυτές, λαμβάνοντας κατάλληλα υπόψη τις ιδιαίτερες προϋποθέσεις και τις ανάγκες των γυναικών καθώς και των διαφόρων κοινωνικών ομάδων, συμπεριλαμβανομένων των προσώπων, που ανήκουν σε μειονότητες και των αυτόχθονων πληθυσμών,

β. να έχουν πρόσβαση στις διάφορες πολιτιστικές εκφράσεις, που προέρχονται από την επικράτεια τους καθώς και από άλλες χώρες του κόσμου,

2. Τα Μέρη καταβάλλουν επίσης προσπάθειες να αναγνωρίσουν τη σημαντική συνδρομή των καλλιτεχνών και όλων αυτών που εμπλέκονται στη δημιουργική διαδικασία, των πολιτιστικών κοινοτήτων και των οργανώσεων που τις υποστηρίζουν στο έργο τους, καθώς και τον κεντρικό τους ρόλο, που είναι η τροφοδότηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων.

Άρθρο 8
ΜΕΤΡΑ, ΠΟΥ ΠΡΟΟΡΙΖΟΝΤΑΙ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΩΝ ΕΚΦΡΑΣΕΩΝ

1. Χωρίς να θίγονται οι διατάξεις των άρθρων 5 και 6, ένα Μέρος μπορεί να διαγνώσει την ύπαρξη ειδικών καταστάσεων, όπου οι πολιτιστικές εκφράσεις στο έδαφος του, υπόκεινται στον κίνδυνο της εξάλειψης, σε σοβαρή απειλή ή απαιτούν με κάθε τρόπο μια επείγουσα προστασία.

2. Τα Μέρη μπορούν να λάβουν όλα τα κατάλληλα μέτρα για να προστατεύσουν και να διατηρήσουν τις πολιτιστικές εκφράσεις σε όλες τις καταστάσεις, που αναφέρονται στην παράγραφο 1, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

3. Τα Μέλη αναφέρουν στη Διακυβερνητική Επιτροπή, που προβλέπεται στο άρθρο 23 όλα τα μέτρα που έχουν λάβει για να αντιμετωπίσουν τις απαιτήσεις της κατάστασης και η Επιτροπή μπορεί να διατυπώσει τις κατάλληλες συστάσεις.

Άρθρο 9
ΚΟΙΝΟΠΟΙΗΣΗ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΚΑΙ ΔΙΑΦΑΝΕΙΑ

Τα Μέλη:

1. υποβάλλουν κάθε τέσσερα χρόνια με τις αναφορές τους στην ΟΥΝΕΣΚΟ την κατάλληλη ενημέρωση για τα μέτρα, που λαμβάνονται για την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων στο έδαφος τους και σε διεθνές επίπεδο,

2. ορίζουν ένα σημείο επαφής επιφορτισμένο με τη διάδοση των πληροφοριών σχετικά με την παρούσα Σύμβαση,

3. διανέμουν και ανταλλάσσουν πληροφόρηση σχετικά με την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων.

Άρθρο 10
ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ ΚΑΙ ΕΥΑΙΣΘΗΤΟΠΟΙΗΣΗ ΤΟΥ ΚΟΙΝΟΥ

Τα Μέρη:

α. ευνοούν και αναπτύσσουν την κατανόηση της σημασίας της προστασίας και της προώθησης της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων, κυρίως μέσω των προγραμμάτων εκπαίδευσης και αυξημένης ευαισθητοποίησης του κοινού,

β. συνεργάζονται με τα άλλα Μέρη και τους διεθνείς και περιφερειακούς οργανισμούς για την επίτευξη των στόχων το παρόντος άρθρου,

γ. επιδίδονται στην ενθάρρυνση της δημιουργικότητας και στην ενίσχυση των δυνατοτήτων παραγωγής με την εφαρμογή προγραμμάτων εκπαίδευσης, κατάρτισης και ανταλλαγών στον τομέα των πολιτιστικών βιομηχανιών. Τα μέτρα αυτά πρέπει να εφαρμόζονται με τρόπο ώστε να μην επηρεάζουν αρνητικά τις παραδοσιακές μορφές παραγωγής.

Άρθρο 11
ΣΥΜΜΕΤΟΧΗ ΤΗΣ ΚΟΙΝΩΝΙΑΣ ΤΩΝ ΠΟΛΙΤΩΝ

Τα Μέρη αναγνωρίζουν το θεμελιώδη ρόλο της κοινωνίας των πολιτών στην προστασία και στην προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων. Τα Μέρη ενθαρρύνουν την ενεργό συμμετοχή της κοινωνίας των πολιτών στις προσπάθειες τους, για να επιτευχθούν οι στόχοι της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 12
ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

Τα Μέρη καταβάλλουν προσπάθειες για την ενίσχυση της διμερούς, περιφερειακής και διεθνούς συνεργασίας, με σκοπό τη δημιουργία προϋποθέσεων κατάλληλων για την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων, λαμβάνοντας ιδιαίτερα υπόψη τις καταστάσεις, που αναφέρονται στα άρθρα 8 και 17, κυρίως για:

α. να διευκολύνουν το διάλογο ανάμεσα τους σχετικά με την πολιτιστική πολιτική,

β. να ενισχύουν τις δεξιότητες στρατηγικής και διαχείρισης των δημόσιων πολιτιστικών θεσμών, μέσω των επαγγελματικών και διεθνών πολιτιστικών ανταλλαγών καθώς και της από κοινού ανταλλαγής των βέλτιστων πρακτικών,

γ. να ενισχύουν τις συνεργασίες με την κοινωνία των πολιτών, με τις μη κυβερνητικές οργανώσεις και με τον ιδιωτικό τομέα και μεταξύ των οντοτήτων αυτών, για να ευνοούν και να προωθούν τη πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων,

δ. να προωθούν τη χρήση των νέων τεχνολογιών και να ενθαρρύνουν τις συνεργασίες, για να ενισχύουν την ανταλλαγή πληροφοριών και την κατανόηση μεταξύ των πολιτισμών και να ευνοούν την πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων,

ε. να ενθαρρύνουν τη σύναψη συμφωνιών συμπαραγωγής και συνδιανομής.

Άρθρο 13
ΕΝΣΩΜΑΤΩΣΗ ΤΟΥ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΣΤΗ ΒΙΩΣΙΜΗ ΑΝΑΠΤΥΞΗ

Τα Μέρη καταβάλλουν προσπάθειες για την ενσωμάτωση του πολιτισμού σε όλα τα επίπεδα των αναπτυξιακών τους πολιτικών, με σκοπό τη δημιουργία κατάλληλων προϋποθέσεων βιώσιμης ανάπτυξης και, μέσα στο πλαίσιο αυτό, την ενίσχυση εκείνων των εκφάνσεων της, που συνδέονται με την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων.

Άρθρο 14
ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΝΑΠΤΥΞΗ

Τα Μέρη αναλαμβάνουν να υποστηρίζουν τη συνεργασία για τη βιώσιμη ανάπτυξη και τη μείωση της φτώχειας, ιδιαίτερα για σε ό,τι αφορά τις ειδικές ανάγκες των αναπτυσσόμενων χωρών, με σκοπό να ευνοούν την ανάδειξη ενός δυναμικού πολιτιστικού τομέα, μεταξύ άλλων με τα ακόλουθα μέσα:

α. Την ενίσχυση των πολιτιστικών βιομηχανιών των αναπτυσσομένων χωρών:

i. Δημιουργώντας και ενισχύοντας τις δεξιότητες πολιτιστικής παραγωγής και διανομής στις αναπτυσσόμενες χώρες

ii. Διευκολύνοντας την ευρύτερη πρόσβαση των πολιτιστικών τους δραστηριοτήτων, των αγαθών και των υπηρεσιών τους στην παγκόσμια αγορά και στα διεθνή δίκτυα διανομής

iii. Επιτρέποντας την ανάδειξη βιώσιμων τοπικών και περιφερειακών αγορών

iv. Υιοθετώντας κατάλληλα μέτρα στις αναπτυγμένες χώρες, όποτε αυτό είναι δυνατό, με σκοπό τη διευκόλυνση της πρόσβασης στο έδαφος τους σε πολιτιστικές δραστηριότητες, αγαθά και υπηρεσίες των αναπτυσσομένων χωρών

v. Υποστηρίζοντας τη δημιουργική εργασία και διευκολύνοντας, στο μέτρο του δυνατού, την κινητικότητα των καλλιτεχνών των αναπτυσσομένων χωρών

vi. Ενθαρρύνοντας την κατάλληλη συνεργασία μεταξύ αναπτυγμένων και αναπτυσσόμενων χωρών, κυρίως στους τομείς της μουσικής και του κινηματογράφου

β. Την ενίσχυση των δεξιοτήτων με την ανταλλαγή πληροφοριών, εμπειρίας και ειδικών γνώσεων, καθώς και την κατάρτιση του ανθρώπινου δυναμικού των αναπτυσσομένων χωρών στο δημόσιο και ιδιωτικό τομέα, σε ό,τι αφορά, κυρίως, τις δεξιότητες στρατηγικού σχεδιασμού και διαχείρισης, στην επεξεργασία και στην εφαρμογή πολιτικών, στην προώθηση και στη διάδοση των πολιτιστικών εκφράσεων, στην ανάπτυξη των μικρών, μεσαίων και μικρομεσαίων επιχειρήσεων, στη χρήση τεχνολογίας καθώς και στην ανάπτυξη και τη μεταβίβαση δεξιοτήτων.

γ. Τη μεταφορά τεχνολογίας και τεχνογνωσίας από την εφαρμογή των κατάλληλων μέτρων παροχής κινήτρων, ιδιαίτερα στον τομέα των πολιτιστικών βιομηχανιών και επιχειρήσεων.

δ. Την οικονομική υποστήριξη με :

i. Τη σύσταση ενός Διεθνούς Ταμείου για την πολιτιστική πολυμορφία, όπως προβλέπεται από το άρθρο 18

ii. Την παροχή δημόσιας αναπτυξιακής βοήθειας στο μέτρο που αυτή είναι αναγκαία, συμπεριλαμβανομένης της τεχνικής βοήθειας, που προορίζεται να ενισχύσει και να υποστηρίξει τη δημιουργικότητα

iii. Άλλες μορφές οικονομικής βοήθειας, όπως δάνεια με χαμηλό επιτόκιο, επιδοτήσεις και άλλους μηχανισμούς χρηματοδότησης

Άρθρο 15
ΜΟΡΦΕΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

Τα Μέρη ενθαρρύνουν την ανάπτυξη συνεργασιών ανάμεσα στο δημόσιο και τον ιδιωτικό τομέα και στους μη κερδοσκοπικούς οργανισμούς καθώς και μεταξύ τους, για να συνεργασθούν με τις αναπτυσσόμενες χώρες με σκοπό την ενίσχυση της ικανότητας τους να προστατεύουν και να προωθούν την πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων. Σε απάντηση στις συγκεκριμένες ανάγκες των αναπτυσσόμενων χωρών, οι νεωτεριστικές αυτές συνεργασίες θα δώσουν έμφαση στην ανάπτυξη των υποδομών, των ανθρωπίνων πόρων και πολιτικών καθώς και στην ανταλλαγή πολιτιστικών δραστηριοτήτων, αγαθών και υπηρεσιών.

Άρθρο 16
ΠΡΟΝΟΜΙΑΚΗ ΜΕΤΑΧΕΙΡΙΣΗ
ΓΙΑ ΤΙΣ ΑΝΑΠΤΥΣΣΟΜΕΝΕΣ ΧΩΡΕΣ

Οι αναπτυγμένες χώρες διευκολύνουν τις πολιτιστικές ανταλλαγές με τις αναπτυσσόμενες χώρες ̂προσφέροντας μέσω των κατάλληλων θεσμικών και νομικών πλαισίων, προνομιακή μεταχείριση στους καλλιτέχνες τους και τους λοιπούς ασχολούμενους με τον πολιτισμό επαγγελματικά ή με έναν πρακτικό τρόπο καθώς και στα πολιτιστικά αγαθά και υπηρεσίες τους.

Άρθρο 17
ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΣΤΙΣ ΚΑΤΑΣΤΑΣΕΙΣ ΣΟΒΑΡΗΣ
ΑΠΕΙΛΗΣ ΚΑΤΑ ΤΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΩΝ ΕΚΦΡΑΣΕΩΝ

Τα Μέρη συνεργάζονται για να προσφέρουν αμοιβαία βοήθεια, δίνοντας ιδιαίτερη προσοχή στις αναπτυσσόμενες χώρες, στις καταστάσεις που αναφέρονται στο άρθρο 8.

Άρθρο 18
ΔΙΕΘΝΕΣ ΤΑΜΕΙΟ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΗ ΠΟΛΥΜΟΡΦΙΑ

1. Δημιουργείται Διεθνές Ταμείο για την πολιτιστική πολυμορφία, το οποίο καλείται στο εξής «Το Ταμείο».

2. Το Ταμείο αποτελείται από κατατεθειμένα κεφάλαια, σύμφωνα με τον Οικονομικό Κανονισμό της ΟΥΝΕΣΚΟ.

3. Οι πόροι του Ταμείου συνίστανται από: α. Τις εκούσιες συνεισφορές των Μερών,

β. Τα κεφάλαια, που χορηγούνται για το σκοπό αυτό από τη Γενική Διάσκεψη της ΟΥΝΕΣΚΟ,

γ. Τις καταβολές, δωρεές ή κληροδοτήματα, που θα μπορούν να κάνουν άλλα

Κράτη, οργανισμοί και προγράμματα του συστήματος των Ηνωμένων Εθνών, άλλοι περιφερειακοί ή διεθνείς οργανισμοί καθώς και δημόσιοι ή ιδιωτικοί οργανισμοί ή ιδιώτες,

δ. Οποιοδήποτε τόκο επί των πόρων του Ταμείου,

ε. Το προϊόν των εισπράξεων και των εσόδων από εκδηλώσεις, που

διοργανώνονται προς όφελος του Ταμείου,

στ. Όλους τους άλλους πόρους, που επιτρέπονται από τον κανονισμό του Ταμείου.

4. Η χρήση των πόρων του Ταμείου αποφασίζεται από τη Διακυβερνητική Επιτροπή με βάση τις κατευθύνσεις της Διάσκεψης των Μερών, που αναφέρεται στο άρθρο 22.

5. Η Διακυβερνητική Επιτροπή μπορεί να δεχθεί συνεισφορές και άλλες μορφές βοήθειας με γενικούς ή ειδικούς σκοπούς, που συνδέονται με καθορισμένα σχέδια, αρκεί τα σχέδια αυτά να έχουν εγκριθεί από αυτήν.

6. Οι συνεισφορές στο Ταμείο δεν μπορούν να συνδυασθούν με καμία πολιτική, οικονομική ή άλλη προϋπόθεση, η οποία είναι ασυμβίβαστη με τους στόχους της παρούσας Σύμβασης.

7. Τα Μέρη θα προσπαθήσουν να καταβάλουν εθελοντικές συνεισφορές σε τακτική βάση για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 19
ΑΝΤΑΛΛΑΓΗ, ΑΝΑΛΥΣΗ ΚΑΙ ΔΙΑΔΟΣΗ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ

1. Τα Μέρη συμφωνούν να ανταλλάσσουν πληροφορίες και τεχνογνωσία, που αναφέρονται στη συλλογή δεδομένων και στις στατιστικές, που αφορούν την πολυμορφία των πολιτιστικών εκφράσεων καθώς και τις βέλτιστες πρακτικές για την προστασία και την προώθηση της.

2. Η ΟΥΝΕΣΚΟ διευκολύνει, χάρη στους μηχανισμούς, που υπάρχουν στη Γραμματεία, τη συλλογή, την ανάλυση και τη διάδοση όλων των πληροφοριών, στατιστικών και βέλτιστων πρακτικών στο θέμα αυτό.

3. Επιπλέον, η ΟΥΝΕΣΚΟ συνιστά και ενημερώνει μία τράπεζα δεδομένων, που αφορά τους διάφορους τομείς και οργανισμούς κυβερνητικούς, ιδιωτικούς και μη κερδοσκοπικούς, που δραστηριοποιούνται στον τομέα των πολιτιστικών εκφράσεων.

4. Για να διευκολυνθεί η συλλογή δεδομένων, η ΟΥΝΕΣΚΟ αποδίδει ιδιαίτερη σημασία στην ενίσχυση των δεξιοτήτων και της τεχνογνωσίας των Μερών, που διατυπώνουν σχετικό αίτημα βοήθειας.

5. Η συλλογή των πληροφοριών, που καθορίζεται στο παρόν άρθρο, συμπληρώνει την πληροφόρηση, που αναφέρεται στις διατάξεις του άρθρου 9.

V. ΣΧΕΣΕΙΣ ΜΕ ΑΛΛΕΣ ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Άρθρο 20
ΣΧΕΣΕΙΣ ΜΕ ΤΙΣ ΑΛΛΕΣ ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ:
ΑΜΟΙΒΑΙΑ ΥΠΟΣΤΗΡΙΞΗ, ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΟΤΗΤΑ
ΚΑΙ ΜΗ ΥΠΑΓΩΓΗ

1. Τα Μέρη αναγνωρίζουν ότι οφείλουν να εκπληρώνουν με καλή πίστη τις υποχρεώσεις τους, δυνάμει της παρούσας Σύμβασης και όλων των άλλων συνθηκών, στις οποίες είναι μέρη. Έτσι, χωρίς να υπαγάγουν τη Σύμβαση αυτή σε άλλες συνθήκες,

α. Ενθαρρύνουν την αμοιβαία υποστήριξη ανάμεσα στη Σύμβαση αυτή και τις άλλες συνθήκες, στις οποίες είναι μέρη και

β. Όταν ερμηνεύουν και εφαρμόζουν τις άλλες συνθήκες στις οποίες είναι μέρη ή όταν αναλαμβάνουν άλλες διεθνείς υποχρεώσεις, τα Μέρη λαμβάνουν υπόψη τους τις σχετικές διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

2. Τίποτα μέσα στην παρούσα Σύμβαση δεν μπορεί να ερμηνευθεί ότι τροποποιεί τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις των Μερών σχετικά με τις άλλες συνθήκες, στις οποίες είναι μέρη.

Άρθρο 21
ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τα Μέρη δεσμεύονται να προωθήσουν τους στόχους και τις αρχές της παρούσας Σύμβασης σε άλλα διεθνή πλαίσια. Για το σκοπό αυτό, τα Μέρη διαβουλεύονται, αν συντρέχει περίπτωση, έχοντας υπόψη τους αυτούς τους στόχους και αρχές.

VI. ΟΡΓΑΝΑ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ

Άρθρο 22
ΔΙΑΣΚΕΨΗ ΤΩΝ ΜΕΡΩΝ

1. Καθιερώνεται Διάσκεψη των Μερών. Η Διάσκεψη των Μερών είναι το πλήρες και ανώτερο όργανο της παρούσας Σύμβασης.

2. Η Διάσκεψη των Μερών συνέρχεται σε τακτική σύνοδο κάθε δύο χρόνια, στο μέτρο του δυνατού μέσα στο πλαίσιο της Γενικής Διάσκεψης της ΟΥΝΕΣΚΟ. Μπορεί να συνέλθει σε έκτακτη σύνοδο, αν αυτή το αποφασίσει, ή αν το ένα τρίτο τουλάχιστον των Μερών απευθύνει αίτηση στη Διακυβερνητική Επιτροπή.

3. Η Διάσκεψη των Μερών υιοθετεί τον εσωτερικό της κανονισμό.

4. Οι αρμοδιότητες της Διάσκεψης είναι, μεταξύ άλλων:

α. Η εκλογή των μελών της Διακυβερνητικής Επιτροπής

β. Η λήψη και εξέταση των αναφορών των Μερών στην παρούσα Σύμβαση, που διαβιβάζονται από τη Διακυβερνητική Επιτροπή

γ. Η έγκριση των επιχειρησιακών οδηγιών που προετοιμάζονται με αίτημα της από τη Διακυβερνητική Επιτροπή

δ. Η λήψη κάθε άλλου μέτρου που κρίνει απαραίτητο για την προώθηση των στόχων της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 23
ΔΙΑΚΥΒΕΡΝΗΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

1. Συστήνεται στην ΟΥΝΕΣΚΟ Διακυβερνητική Επιτροπή για την προστασία και την προώθηση της πολυμορφίας των πολιτιστικών εκφράσεων, η οποία θα καλείται στο εξής «Διακυβερνητική Επιτροπή». Αποτελείται από εκπροσώπους 18 Κρατών Μερών στη Σύμβαση, που εκλέγονται από τη Συνδιάσκεψη των Μερών για τέσσερα χρόνια από τη στιγμή που η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ, σύμφωνα με το άρθρο 29.

2. Η Διακυβερνητική Επιτροπή συγκαλείται μία φορά το χρόνο.

3. Η Διακυβερνητική Επιτροπή λειτουργεί υπό την εποπτεία και σύμφωνα με τις οδηγίες της Διάσκεψης των Μερών και λογοδοτεί σε αυτήν.

4. Ο αριθμός των μελών της Διακυβερνητικής Επιτροπής θα ανέλθει σε 24, όταν ο αριθμός των Μερών της Σύμβασης θα φθάσει τα 50

5. Η εκλογή των Μελών της Διακυβερνητικής Επιτροπής βασίζεται στις αρχές της δίκαιης γεωγραφικής κατανομής και της εναλλαγής εκ περιτροπής

6. Χωρίς να θίγονται οι άλλες αρμοδιότητες που της ανατίθενται από την παρούσα Σύμβαση, τα καθήκοντα της Διακυβερνητικής Επιτροπής είναι τα ακόλουθα:

α. Η προαγωγή των στόχων της παρούσας Σύμβασης, η ενθάρρυνση και η διασφάλιση της παρακολούθησης της εφαρμογής της,

β. Η προετοιμασία και η υποβολή, προς έγκριση από τη Διάσκεψη των Μερών, ύστερα από αίτημα της, των επιχειρησιακών οδηγιών σχετικά με την υλοποίηση και την εφαρμογή των διατάξεων της Σύμβασης,

γ. Η διαβίβαση των αναφορών των Μερών της Σύμβασης στη Διάσκεψη των Μερών, συνοδευόμενων από τις παρατήρησης της και από μία περίληψη του περιεχομένου τους,

δ. Η υποβολή των κατάλληλων συστάσεων σε καταστάσεις που τίθενται υπόψη της από τα Μέρη της Σύμβασης, σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις της Σύμβασης, ιδιαίτερα του άρθρου 8,

ε. Η κατάρτιση διαδικασιών και άλλων μηχανισμών διαβούλευσης, για την προώθηση των στόχων και των αρχών της παρούσας Σύμβασης σε άλλα διεθνή πλαίσια,

στ. Η υλοποίηση οποιουδήποτε άλλου έργου που ενδεχομένως της ανατεθεί από τη Διάσκεψη των Μερών,

7. Η Διακυβερνητική Επιτροπή, σύμφωνα με τον Εσωτερικό της Κανονισμό, μπορεί να καλέσει ανά πάσα στιγμή δημόσιους ή ιδιωτικούς οργανισμούς ή φυσικά πρόσωπα να συμμετάσχουν στις συνεδριάσεις της για να τα συμβουλευθεί σε ειδικά θέματα.

8. Η Διακυβερνητική Επιτροπή καταρτίζει και υποβάλλει τον Εσωτερικό της Κανονισμό προς έγκριση στη Διάσκεψης των Μερών.

Άρθρο 24
ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ ΤΗΣ ΟΥΝΕΣΚΟ

1. Τα όργανα της Σύμβασης βοηθούνται από τη Γραμματεία της ΟΥΝΕΣΚΟ

2. Η Γραμματεία προετοιμάζει τα έγγραφα της Διάσκεψης των Μερών και της Διακυβερνητικής Επιτροπής καθώς και το σχέδιο της ημερήσιας διάταξης των συναντήσεων τους, προσφέρει βοήθεια στην εφαρμογή των αποφάσεων τους και ετοιμάζει σχετική αναφορά.

VIL- ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 25
ΕΠΙΛΥΣΗ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

1. Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ των Μερών της παρούσας Σύμβασης σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της Σύμβασης, τα Μέρη αναζητούν λύση μέσω διαπραγμάτευσης.

2. Εάν τα εμπλεκόμενα Μέρη δεν μπορούν να καταλήξουν σε συμφωνία μέσω διαπραγμάτευσης, μπορούν να καταφύγουν, ύστερα από κοινή συμφωνία, στις καλές υπηρεσίες ενός τρίτου ή στη διαμεσολάβηση ενός τρίτου.

3. Εάν δεν αναληφθούν καλές υπηρεσίες ή διαμεσολάβηση ή εάν η διαφορά δεν υπήρξε δυνατό να ρυθμισθεί με διαπραγμάτευση, καλές υπηρεσίες ή διαμεσολάβηση, ένα Μέρος μπορεί να προσφύγει στη συμφιλίωση, σύμφωνα με τη διαδικασία, που περιγράφεται στο Παράρτημα της παρούσας Σύμβασης. Τα Μέρη εξετάζουν με καλή πίστη την πρόταση της Επιτροπής Συμφιλίωσης για την επίλυση της διαφοράς.

4. Κάθε Μέρος μπορεί, κατά την επικύρωση, την αποδοχή, την έγκριση ή την προσχώρηση, να δηλώσει ότι δεν αναγνωρίζει τη διαδικασία συμφιλίωσης, που προβλέπεται πιο πάνω. Κάθε Μέρος που έχει προβεί σε παρόμοια δήλωση μπορεί, ανά πάσα στιγμή, να αποσύρει τη δήλωση αυτή δια γνωστοποίησης στον Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ.

Άρθρο 26
ΕΠΙΚΥΡΩΣΗ, ΑΠΟΔΟΧΗ, ΕΓΚΡΙΣΗ Ή ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΗ ΑΠΟ ΤΑ ΚΡΑΤΗ ΜΕΡΗ

1. Η παρούσα Σύμβαση υπόκειται στην επικύρωση, αποδοχή, έγκριση ή προσχώρηση των Κρατών Μελών της ΟΥΝΕΣΚΟ, σύμφωνα με τις αντίστοιχες συνταγματικές τους διαδικασίες.

2. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα της ΟΥΝΕΣΚΟ

Άρθρο 27
ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΗ

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή στην προσχώρηση κάθε Κράτους μη μέλους της ΟΥΝΕΣΚΟ, αλλά μέλους του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ή μέλους που συμμετέχει σε ένα από τους ειδικευμένους οργανισμούς του, και το οποίο έχει κληθεί να προσχωρήσει σε αυτή από τη Γενική Διάσκεψη του Οργανισμού.

2. Η παρούσα Σύμβαση είναι επίσης ανοικτή στην προσχώρηση εδαφών, που απολαμβάνουν πλήρους εσωτερικής αυτονομίας, που αναγνωρίζεται σαν τέτοια από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών, αλλά δεν τυγχάνουν πλήρους ανεξαρτησίας, σύμφωνα με την απόφαση 1514 (XV) της Γενικής Συνέλευσης και που έχουν αρμοδιότητα για τα θέματα, που πραγματεύεται η παρούσα Σύμβαση, συμπεριλαμβανομένης της αρμοδιότητας σύναψης συνθηκών στα θέματα αυτά.

3. Οι ακόλουθες διατάξεις εφαρμόζονται στους οργανισμούς περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης:

α. Η παρούσα Σύμβαση είναι, επίσης, ανοικτή στην προσχώρηση οποιουδήποτε οργανισμού περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης, ο οποίος με την επιφύλαξη των ακόλουθων παραγράφων, δεσμεύεται πλήρως από τις διατάξεις της Σύμβασης, όπως και τα Κράτη μέλη

β. Όταν ένα ή περισσότερα Κράτη μέλη ενός τέτοιου οργανισμού είναι επίσης Μέρη της παρούσας Σύμβασης, ο οργανισμός και αυτό το Κράτος μέλος ή αυτά τα Κράτη μέλη συμφωνούν για την ευθύνη τους στην εκτέλεση των υποχρεώσεων τους δυνάμει της Σύμβασης αυτής. Η κατανομή αυτή των ευθυνών ισχύει από τη στιγμή που ολοκληρώνεται η διαδικασία γνωστοποίησης, που περιγράφεται στο εδάφιο (γ). Ο οργανισμός και τα Κράτη Μέλη δεν δικαιούνται να ασκούν παράλληλα τα δικαιώματα που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση. Επιπλέον, στους τομείς που ανήκουν στην αρμοδιότητα τους, οι περιφερειακοί οργανισμοί οικονομικής ολοκλήρωσης διαθέτουν για την άσκηση του δικαιώματος ψήφου τους, αριθμό ψήφων ίσο με τον αριθμό των Κρατών μελών τους, που είναι Μέρη της παρούσης Σύμβασης. Οι οργανισμοί αυτοί δεν ασκούν το δικαίωμα ψήφου τους, αν τα Κράτη μέλη ασκούν το δικό τους και αντίστροφα.

γ. Ένας οργανισμός περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης και το Κράτος του ή τα Κράτη μέλη του, που συμφώνησαν σε κατανομή των ευθυνών, όπως προβλέπεται στο εδάφιο (β) ενημερώνουν τα Μέρη για την προτεινόμενη κατανομή με τον ακόλουθο τρόπο :

i. Στο έγγραφο προσχώρησης του, ο οργανισμός αυτός αναφέρει επακριβώς την κατανομή των ευθυνών σε ό,τι αφορά τα θέματα, που διέπονται από τη Σύμβαση

ii. Σε περίπτωση μεταγενέστερης τροποποίησης των αντίστοιχων ευθυνών, ο οργανισμός περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης ενημερώνει το θεματοφύλακα για οποιαδήποτε πρόταση τροποποίησης των εν λόγω ευθυνών. Ο θεματοφύλακας ενημερώνει με τη σειρά του τα Μέρη για την εν λόγω τροποποίηση.

δ. Τα Κράτη Μέλη ενός οργανισμού περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης, τα οποία καθίστανται Μέρη της Σύμβασης, θεωρείται ότι παραμένουν αρμόδια για όλους τους τομείς, για τους οποίους δεν έχει δηλωθεί ή αναφερθεί στο θεματοφύλακα μεταφορά αρμοδιοτήτων στον Οργανισμό.

ε. Με τον όρο «οργανισμός περιφερειακής οικονομικής

ολοκλήρωσης» νοείται ο οργανισμός, που αποτελείται από κυρίαρχα Κράτη μέλη του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ή ενός από τους ειδικευμένους οργανισμούς του, στον οποίο τα Κράτη αυτά έχουν μεταβιβάσει αρμοδιότητα σε τομείς, που διέπονται από την παρούσα Σύμβαση και ο οποίος εξουσιοδοτήθηκε κατάλληλα, σύμφωνα με τις εσωτερικές διαδικασίες του, να γίνει Μέρος της.

4. Το έγγραφο προσχώρησης κατατίθεται στο Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ.

Άρθρο 28
ΣΗΜΕΙΟ ΕΠΑΦΗΣ

Όταν γίνει Μέρος στην παρούσα Σύμβαση, κάθε Μέρος ορίζει το σημείο επαφής, που αναφέρεται στο άρθρο 9.

Άρθρο 29
ΕΝΑΡΞΗ ΙΣΧΥΟΣ

1. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του τριακοστού εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, αλλά μόνο απέναντι στα Κράτη ή τους οργανισμούς περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης, που θα έχουν καταθέσει τα αντίστοιχα έγγραφα τους επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης σε αυτήν ή προγενέστερη ημερομηνία. Για κάθε άλλο Μέρος θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

2. Για τους σκοπούς του παρόντος άρθρου, κανένα από τα έγγραφα που κατατέθηκαν από τον οργανισμό περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης δεν πρέπει να θεωρείται ότι προστίθεται στα έγγραφα, που έχουν ήδη κατατεθεί από τα Κράτη μέλη του εν λόγω οργανισμού.

Άρθρο 30
ΣΥΝΤΑΓΜΑΤΙΚΑ ΚΑΘΕΣΤΩΤΑ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΑ
Ή ΜΗ ΕΝΙΑΙΑ

Αναγνωρίζοντας ότι οι διεθνείς συμφωνίες δεσμεύουν επίσης τα Μέρη ανεξαρτήτως των συνταγματικών συστημάτων τους, οι παρακάτω διατάξεις εφαρμόζονται στα Μέρη, που έχουν συνταγματικό καθεστώς ομοσπονδιακό ή μη ενιαίο :

α. Σε ό,τι αφορά τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, η εφαρμογή των οποίων ανήκει στην αρμοδιότητα της ομοσπονδιακής ή κεντρικής νομοθετικής εξουσίας, οι υποχρεώσεις της ομοσπονδιακής ή κεντρικής κυβέρνησης θα είναι οι ίδιες με αυτές των Μερών, που δεν είναι Ομοσπονδιακά Κράτη

β. Σε ό,τι αφορά τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, η εφαρμογή των οποίων ανήκει στην αρμοδιότητα καθεμιάς από τις συστατικές μονάδες, όπως Κράτη, Κομητείες, Επαρχίες ή Καντόνια, τα οποία δεν είναι, δυνάμει του συνταγματικού καθεστώτος της ομοσπονδίας, υποχρεωμένα να λάβουν νομοθετικά μέτρα, η ομοσπονδιακή κυβέρνηση θα γνωστοποιήσει, αν είναι απαραίτητο, τις εν λόγω διατάξεις στις αρμόδιες αρχές των συστατικών μονάδων, όπως Κράτη, Κομητείες, Επαρχίες ή Καντόνια συνιστώντας την υιοθέτηση τους.

Άρθρο 31
ΚΑΤΑΓΓΕΛΙΑ

1. Κάθε Μέρος έχει τη δυνατότητα να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση

2. Η καταγγελία γνωστοποιείται με έγγραφο, που κατατίθεται στον Γενικό Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ

3. Η καταγγελία αρχίζει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά την παραλαβή του εγγράφου καταγγελίας. Δεν επηρεάζει σε τίποτα τις οικονομικές υποχρεώσεις του καταγγέλοντος Μέρους μέχρι την ημερομηνία κατά την οποία η αποχώρηση τίθεται σε ισχύ.

Άρθρο 32
ΚΑΘΗΚΟΝΤΑ ΤΟΥ ΘΕΜΑΤΟΦΥΛΑΚΑ

Ο Γενικός Διευθυντής της ΟΥΝΕΣΚΟ, με την ιδιότητα του ως θεματοφύλακα της παρούσας Σύμβασης, ενημερώνει τα Κράτη μέλη του Οργανισμού, τα Κράτη μη μέλη και τους οργανισμούς περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης, που αναφέρονται στο άρθρο 27 καθώς και τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών για την κατάθεση όλων των εγγράφων επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, που αναφέρονται στα άρθρα 26 και 27 καθώς και τις καταγγελίες, που αναφέρονται στο άρθρο 31

Άρθρο 33
ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

1. Κάθε Μέρος μπορεί, μέσω γραπτής γνωστοποίησης που απευθύνεται στο Γενικό Διευθυντή, να προτείνει τροποποιήσεις στην παρούσα Σύμβαση. Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει τη γνωστοποίηση αυτή σε όλα τα Μέρη. Αν, μέσα στους έξι μήνες, που ακολουθούν την ημερομηνία διαβίβασης της γνωστοποίησης, το ήμισυ τουλάχιστον των Μερών δώσει ευνοϊκή απάντηση σε αυτό το αίτημα, ο Γενικός Διευθυντής παρουσιάζει την πρόταση αυτή στην επόμενη σύνοδο της Διάσκεψης των Μερών για συζήτηση και ενδεχόμενη υιοθέτηση.

2. Οι τροποποιήσεις υιοθετούνται με την πλειοψηφία των δύο τρίτων των παρόντων και ψηφιζόντων Μερών.

3. Από τη στιγμή που θα υιοθετηθούν οι τροποποιήσεις της παρούσας Σύμβασης, αποστέλλονται στα Μέρη για επικύρωση, αποδοχή, έγκριση ή προσχώρηση.

4. Για τα Μέρη, που τις επικύρωσαν, αποδέχθηκαν, ενέκριναν ή προσχώρησαν σε αυτές, οι τροποποιήσεις της παρούσας Σύμβασης τίθενται σε ισχύ τρεις μήνες μετά την κατάθεση των εγγράφων, που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου από τα δύο τρίτα των Μερών. Στη συνέχεια, για κάθε Μέρος που επικυρώνει, δέχεται, εγκρίνει τροποποίηση ή προσχωρεί σε αυτή, η τροποποίηση τίθεται σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης από το Μέρος του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

5. Η διαδικασία, που αναφέρεται στις παραγράφους 3 και 4 δεν εφαρμόζεται στις τροποποιήσεις που πραγματοποιούνται στο άρθρο 23, που αφορούν τον αριθμό των μελών της Διακυβερνητικής Επιτροπής. Οι τροποποιήσεις αυτές τίθενται σε ισχύ τη στιγμή της υιοθέτησης τους.

6. Κράτος ή οργανισμός περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης σύμφωνα με το άρθρο 27, που καθίσταται Μέρος στην παρούσα Σύμβαση μετά την έναρξη ισχύος των τροποποιήσεων, σύμφωνα με την παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου, θεωρείται, εκτός αν έχει εκφρασθεί διαφορετική πρόθεση, ότι είναι:

α. Μέρος σε αυτή τη Σύμβαση όπως τροποποιήθηκε και

β. Μέρος στην μη τροποποιημένη Σύμβαση σε σχέση με κάθε Μέρος, που δε δεσμεύεται από τις τροποποιήσεις αυτές.

Άρθρο 34.
ΑΥΘΕΝΤΙΚΑ ΚΕΙΜΕΝΑ

Η παρούσα Σύμβαση συντάσσεται στα αγγλικά, αραβικά, κινέζικα, ισπανικά, γαλλικά και ρωσικά, και τα έξι κείμενα είναι εξ' ίσου αυθεντικά.

Άρθρο 35
ΚΑΤΑΧΩΡΗΣΗ

Σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, η παρούσα Σύμβαση θα καταχωρηθεί στη Γραμματεία του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών με αίτηση του Γενικού Διευθυντή της ΟΥΝΕΣΚΟ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ
ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ ΣΥΜΦΙΛΙΩΣΗΣ

Άρθρο 1
ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΣΥΜΦΙΛΙΩΣΗΣ

Επιτροπή Συμφιλίωσης δημιουργείται με αίτηση του ενός εκ Μερών σε μια διαφορά . Εκτός από αντίθετη συμφωνία των Μερών, η Επιτροπή αποτελείται από πέντε μέλη, κάθε εμπλεκόμενο Μέρος ορίζει δύο και ο Πρόεδρος επιλέγεται με κοινή συμφωνία των μελών.

Άρθρο 2
ΜΕΛΗ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ

Σε περίπτωση διαφοράς ανάμεσα σε περισσότερα από δύο Μέρη, τα Μέρη με το ίδιο συμφέρον ορίζουν τα μέλη τους στην Επιτροπή με κοινή συμφωνία. Όταν δύο τουλάχιστον Μέρη έχουν ξεχωριστά συμφέροντα ή όταν βρίσκονται σε διαφωνία για το αν έχουν το ίδιο συμφέρον, διορίζουν τα μέλη τους ξεχωριστά.

Άρθρο 3
ΔΙΟΡΙΣΜΟΣ

Εάν, μέσα σε προθεσμία δύο μηνών μετά την αίτηση δημιουργίας της Επιτροπής συμφιλίωσης, δεν έχουν διορισθεί από τα Μέρη όλα τα μέλη της Επιτροπής, ο Γενικός Διευθυντής της ΟΥΝΕΣΚΟ προβαίνει, ύστερα από αίτημα του Μέρους που διατύπωσε την αίτηση, στους απαραίτητους διορισμούς μέσα σε περαιτέρω προθεσμία δύο μηνών

Άρθρο 4
ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ

Αν μέσα σε προθεσμία δύο μηνών μετά το διορισμό του τελευταίου των μελών της Επιτροπής, αυτή δεν επιλέξει τον Πρόεδρο της, ο Γενικός Διευθυντής προβαίνει, ύστερα από αίτημα ενός εκ των Μερών, στον ορισμό του Προέδρου μέσα σε περαιτέρω προθεσμία δύο μηνών.

Άρθρο 5
ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Η Επιτροπή Συμφιλίωσης λαμβάνει τις αποφάσεις της με την πλειοψηφία των ψήφων των μελών της. Εκτός αν τα Μέρη στη διαφορά συμφωνήσουν διαφορετικά, αυτή καθορίζει η ίδια τη διαδικασία της. Υποβάλλει μία πρόταση επίλυσης της διαφοράς, την οποία τα Μέρη εξετάζουν με καλή πίστη.

Άρθρο 6
ΔΙΑΦΩΝΙΑ

Σε περίπτωση διαφωνίας σχετικά με την αρμοδιότητα της Επιτροπής, αυτή αποφασίζει αν είναι ή όχι αρμόδια.

Έγινε στο Παρίσι στις 9 Δεκεμβρίου 2005 σε δύο πρωτότυπα που φέρουν την υπογραφή του Προέδρου της Γενικής Διάσκεψης, που συνήλθε στην τριακοστή τρίτη συνοδό της και του Γενικού Διευθυντή του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών για την Εκπαίδευση, την Επιστήμη και τον Πολιτισμό, που θα κατατεθούν στα αρχεία του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών για την Εκπαίδευση, την Επιστήμη και τον Πολιτισμό, και της οποίας επικυρωμένα ακριβή αντίγραφα θα παραδοθούν σε όλα τα Κράτη, εδάφη και οργανισμούς περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης, που αναφέρονται στα άρθρα 26 και 27 καθώς και στον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών.

Το κείμενο, που προηγείται είναι το πρωτότυπο κείμενο της Σύμβασης κατάλληλα υιοθετημένο από τη Γενική Διάσκεψη της ΟΥΝΕΣΚΟ στην 33η συνοδό της, η οποία έλαβε χώρα στο Παρίσι και της οποίας η ολοκλήρωση των εργασιών κηρύχθηκε στις 21 Οκτωβρίου 2005.

Σε πιστοποίηση των παραπάνω έθεσαν τις υπογραφές τους :

Υπογραφές

Ο Πρόεδρος της Γενικής Διάσκεψης Ο Γενικός Διευθυντής

Ακριβές επικυρωμένο αντίγραφο

Παρίσι,

Ο Νομικός Σύμβουλος του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών για την Εκπαίδευση, την Επιστήμη και τον Πολιτισμό

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 29 παρ. 1 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεση του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 21 Δεκεμβρίου 2006

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Γ. ΑΛΟΓΟΣΚΟΥΦΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Θ. ΜΠΑΚΟΓΙΑΝΝΗ

ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ
Δ. ΣΙΟΥΦΑΣ

ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝΤΟΣ, ΧΩΡΟΤΑΞΙΑΣ ΚΑΙ ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ
Γ. ΣΟΥΦΛΙΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
Μ. ΓΙΑΝΝΑΚΟΥ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
Γ. ΒΟΥΛΓΑΡΑΚΗΣ

ΕΠΙΚΡΑΤΕΙΑΣ
Θ. ΡΟΥΣΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 22 Δεκεμβρίου 2006

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Α. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ - Βασ. Όλγας 227	**(2310) 423 956**	**ΛΑΡΙΣΑ** - Διοικητήριο	**(2410) 597449**
ΠΕΙΡΑΙΑΣ - Ευριπίδου 63	**(210) 413 5228**	**ΚΕΡΚΥΡΑ** - Σαμαρά 13	**(26610) 89 122**
ΠΑΤΡΑ - Κορίνθου 327	**(2610) 638 109**		**(26610) 89 105**
	(2610) 638 110	**ΗΡΑΚΛΕΙΟ** - Πεδιάδος 2	**(2810) 300 781**
ΙΩΑΝΝΙΝΑ - Διοικητήριο	**(26510) 87215**	**ΛΕΣΒΟΣ** - Πλ.Κωνσταντινουπόλεως 1	**(22510) 46 654**
ΚΟΜΟΤΗΝΗ - Δημοκρατίας 1	**(25310) 22 858**		**(22510) 47 533**

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

Σε έντυπη μορφή:
- Για τα ΦΕΚ από 1 μέχρι 16 σελίδες σε 1 euro, προσαυξανόμενη κατά 0,20 euro για κάθε επιπλέον οκτασέλιδο ή μέρος αυτού.
- Για τα φωτοαντίγραφα ΦΕΚ σε 0,15 euro ανά σελίδα.

Σε μορφή CD:

Τεύχος	Περίοδος	EURO	Τεύχος	Περίοδος	EURO
Α΄	Ετήσιο	150	Αναπτυξιακών Πράξεων	Ετήσιο	50
Α	3μηνιαίο	40	Ν.Π.Δ.Δ.	Ετήσιο	50
Α΄	Μηνιαίο	15	Παράρτημα	Ετήσιο	50
Β’	Ετήσιο	300	Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	Ετήσιο	100
Β΄	3μηνιαίο	80	Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου	Ετήσιο	5
Β΄	Μηνιαίο	30	Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων	Ετήσιο	200
Γ΄	Ετήσιο	50	Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων	Εβδομαδιαίο	5
Δ΄	Ετήσιο	220	Α.Ε. & Ε.Π.Ε	Μηνιαίο	100
Δ΄	3μηνιαίο	60			

- Η τιμή πώλησης μεμονωμένων Φ.Ε.Κ σε μορφή cd-rom από εκείνα που διατίθενται σε ηλεκτρονική μορφή και μέχρι 100 σελίδες σε 5 euro προσαυξανόμενη κατά 1 euro ανά 50 σελίδες.
- Η τιμή πώλησης σε μορφή cd-rom δημοσιευμάτων μιας εταιρείας στο τεύχος Α.Ε. και Ε.Π.Ε. σε 5 euro ανά έτος.

ΠΑΡΑΓΓΕΛΙΑ ΚΑΙ ΑΠΟΣΤΟΛΗ Φ.Ε.Κ. : τηλεφωνικά : 210 - 4071010, fax : 210 - 4071010 internet : http://www.et.gr.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

	Σε έντυπη μορφή	Από το Internet
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κτλ.)	225 €	190 €
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κτλ.)	320 €	225 €
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κτλ. Δημ. Υπαλλήλων)	65 €	ΔΩΡΕΑΝ
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	320 €	160 €
Αναπτυξιακών Πράξεων και Συμβάσεων (Τ.Α.Π.Σ.)	160 €	95 €
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κτλ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	65 €	ΔΩΡΕΑΝ
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κτλ.)	33 €	ΔΩΡΕΑΝ
Δελτίο Εμπορικής και Βιομ/κής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	65 €	33 €
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	10 €	ΔΩΡΕΑΝ
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	2.250 €	645 €
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων (Δ.Δ.Σ.)	225 €	95 €
Πρώτο (Α΄), Δεύτερο (Β΄) και Τέταρτο (Δ΄)	–	450 €

- Το τεύχος του ΑΣΕΠ (έντυπη μορφή) θα αποστέλλεται σε συνδρομητές με την επιβάρυνση των 70 euro, ποσό το οποίο αφορά ταχυδρομικά έξοδα.
- Για την παροχή δικαιώματος ηλεκτρονικής πρόσβασης σε Φ.Ε.Κ. προηγουμένων ετών και συγκεκριμένα στα τεύχη Α΄, Β΄, Δ΄, Αναπτυξιακών Πράξεων & Συμβάσεων, Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας Διακηρύξεων, Δημοσίων Συμβάσεων και Α.Ε. & Ε.Π.Ε., η τιμή προσαυξάνεται πέραν του ποσού της ετήσιας συνδρομής έτους 2006, κατά 40 euro ανά έτος παλαιότητας και ανά τεύχος.

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στις ΔΟΥ (το ποσό συνδρομής καταβάλλεται στον κωδικό αριθμό εσόδων ΚΑΕ 2531 και το ποσό υπέρ ΤΑΠΕΤ (5% του ποσού της συνδρομής) στον κωδικό αριθμό εσόδων ΚΑΕ 3512).Το πρωτότυπο αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) θα πρέπει να αποστέλλεται ή να κατατίθεται στην αρμόδια Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται και από τις ΔΟΥ.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού έχουν τη δυνατότητα λήψης των δημοσιευμάτων μέσω internet, με την καταβολή των αντίστοιχων ποσών συνδρομής και ΤΑΠΕΤ .
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα ημερολογιακό έτος. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι την 31ην Δεκεμβρίου κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Πληροφορίες Α.Ε. - Ε.Π.Ε. και λοιπών Φ.Ε.Κ.: 210 527 9000
Φωτοαντίγραφα παλαιών ΦΕΚ - ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ - ΜΑΡΝΗ 8 - Τηλ. (210)8220885 - 8222924
Δωρεάν διάθεση τεύχους Προκηρύξεων ΑΣΕΠ αποκλειστικά από Μάρνη 8 & Περιφερειακά Γραφεία
Δωρεάν ανάγνωση δημοσιευμάτων τεύχους Α΄ από την ιστοσελίδα του Εθνικού Τυπογραφείου

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄



ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http://www.et.gr – e-mail: webmaster@et.gr